

25

ANS D'ENTENTE
LES GESTES, LES
ACTEURS, LES TÉMOINS

NOTRE HISTOIRE RETROUVÉE

LE VIEUX VA-T-IL
FERMER?

L'ÉVEIL DES
CONSCIENCES

PARI TENU!

Place D'Youville



Entente sur le Vieux-Montréal et le patrimoine montréalais, intervenue entre le ministère des Affaires culturelles et la Ville de Montréal – l'Entente «MAC-Ville», comme la désignent encore les vétérans de la cause – a donc 25 ans. Un quart de siècle... une génération.

Assez pour prendre de la distance, regarder derrière soi. Assez pour oublier ou, pire, pour ignorer tout des gestes et des gens qui, sauvant l'héritage, nous rendirent notre âme.

Car, il s'agit bien d'une «salvation» plus que d'un sauvetage, tant étaient inquiétants, il y a 25 ans, l'état de notre patrimoine et le regard que nous portions sur lui. Sans quelques pionniers, sans passion, sans audace, sans cette volonté politique affirmée, sans l'effort constant de tous pour la préservation du bien commun, du Vieux-Montréal et de la «montréalité culturelle», il ne serait rien resté, ou presque.

25 ans d'une entente tout à fait inédite et quasi improbable, qui traverse sereinement quatre administrations municipales, quatre gouvernements provinciaux, deux récessions, trois emballements et chaos boursiers... 25 ans d'une belle connivence qui transcende toutes les divergences, tous les coups durs et, même, tous les succès.

25 ans d'un solide partenariat entre politiciens, résidents, commerçants, fonctionnaires, promoteurs, intervenants de toutes sortes, qui, faisant retour sur l'histoire, interroge les témoins, les acteurs de ce long cheminement.

Ces témoins, ces acteurs ont ici la parole et vous raconteront les grandeurs et misères d'une entente essentielle, vitale, où, se dépassant pour la cause commune, ils ont mis tous leurs talents et le meilleur d'eux-mêmes. Tout comme les sentiers qui, place D'Youville, croisent la travée centrale sous laquelle dort, discrète, la Petite rivière Saint-Pierre, berceau de Montréal, voici leurs témoignages, leur histoire et la nôtre.

Vous ne trouverez ici aucun tableau et fort peu de chiffres, tout juste ce qu'il faut pour la compréhension des choses. Mais les nombreux ouvrages publiés récemment, grâce précisément aux budgets de l'Entente, documents, brochures, dépliants, rapports, guides, inventaires, sauront, en ces matières, vous renseigner de façon plus pointue.

Par-delà les principes, les règles, les budgets, ce qui soutient l'Entente depuis un quart de siècle est du domaine de l'impalpable, de l'intangible. Cela s'appelle appartenance et réappropriation, identité et ouverture, sens du collectif et de la communauté... Et, pour tous ceux et celles qui s'y sont attachés, cela s'appelle avoir le sens de sa propre histoire.

Susie Lamarche
Journaliste



MOT DE LA MINISTRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

2004 marquait un important anniversaire, celui d'une collaboration qui témoigne de l'intérêt soutenu du gouvernement du Québec à l'égard de la sauvegarde du patrimoine et du développement culturel de la métropole.

Conclue il y a 25 ans, la première entente entre le Ministère et la Ville de Montréal a fait école en devenant l'outil privilégié d'une intervention réfléchie, planifiée et concertée en culture, que le Ministère et de nombreuses villes du Québec ont réutilisé par la suite. Plus que jamais, nous sommes conscients de la nécessité de ces ententes de partenariat. Tout en tenant compte des particularités et des enjeux propres à chaque municipalité, elles sont désormais établies selon trois grands principes directeurs : l'affirmation de l'identité culturelle québécoise, le soutien au dynamisme dans le domaine des arts ainsi que l'accès et la participation des citoyens et des citoyennes à la vie culturelle.

De ses racines à sa plus débordante expression, la culture est porteuse d'identité et de dynamisme créatif, à un point tel que, désormais, on l'associe étroitement au développement social et économique. La revitalisation du Vieux-Montréal dans laquelle la Ville et le Ministère se sont engagés depuis le début de l'entente constitue un bel exemple d'une amélioration du cadre de vie imprégnée de valeurs culturelles. Un quartier abandonné a repris vie, accueillant de nouveaux résidents, attirant des gens d'affaires et offrant quotidiennement en partage à ses nombreux visiteurs, son histoire et sa joie de vivre.

Ce 25^e anniversaire me permet aujourd'hui de souligner le travail des artisans qui, de près ou de loin, et souvent dans l'ombre ont contribué à la mise en œuvre des projets réalisés. Je tiens à leur exprimer personnellement toute ma gratitude et mon admiration, et à les assurer que nous poursuivons dans leur sillage le travail qu'ils ont si bien accompli depuis 1979.

La ministre,



Line Beauchamp



MOT DU MAIRE DE MONTRÉAL

Comment ne pas saluer la clairvoyance et la ténacité des nombreuses personnes qui se sont relayées pour que l'Entente produise des fruits dont bénéficierait notre collectivité et dont elle serait fière. Je pense aux premiers ministres, ministres des Finances et ministres de la Culture du Québec, maires, membres du comité exécutif et responsables de la culture et du patrimoine de Montréal qui, au cours des 25 dernières années, ont veillé sur elle, sans oublier les fonctionnaires, tant de Québec que de Montréal, qui l'ont fait vivre et ont mis leurs compétences au service des projets et des programmes réalisés conjointement. Il leur aura fallu beaucoup de maturité et de vision pour que cette Entente entre deux pouvoirs publics, parmi les plus importants au Canada, devienne réellement un vecteur de changement dans les mentalités et un incitatif au développement pour la métropole et, par extension, pour l'ensemble du Québec.

Aujourd'hui, notre patrimoine est devenu un bien collectif, la culture, une richesse à partager et la créativité, l'une des cartes de visite de la métropole. L'Entente y aura été pour beaucoup. Mais il aura fallu des citoyennes et des citoyens ainsi que des entreprises privées pour ouvrir des voies, exercer leur vigilance et prendre des risques. Sans leur apport, le Vieux-Montréal ne serait pas ce qu'il est, nous ne pourrions assurer l'avenir du mont Royal ni épauler le milieu culturel dont le dynamisme est si essentiel à la vitalité de Montréal.

Ce 25^e anniversaire coïncide avec un moment important pour notre métropole, que nous aurons bientôt dotée de sa première politique culturelle comme de sa première politique en matière patrimoniale. Devenu une véritable métropole culturelle, Montréal choisit aujourd'hui, de faire de cet atout l'un des fers de lance de son développement pour les années à venir. Voilà un gage de pérennité et de succès pour le partenariat qui lie le Québec et sa métropole à travers l'Entente.


Le maire,



Gérald Tremblay



LE CADRE LÉGAL



1922, le Québec adopte la toute première loi de protection du patrimoine au Canada, dite *Loi relative à la conservation des monuments et des objets d'art ayant un intérêt historique ou artistique*, qui, pour l'essentiel, identifie ce patrimoine aux seuls monuments.

1962, la Ville de Montréal crée la Commission Jacques-Viger, organisme consultatif ayant pour mandat d'étudier toute question ayant trait à la préservation, dans le Vieux-Montréal, de la physionomie historique du quartier.

1963, l'État québécois se dote d'outils plus efficaces d'intervention en matière de patrimoine et adopte la *Loi des monuments historiques* qui permet désormais d'étendre la protection légale à tout un territoire. L'arrondissement historique est défini comme « une municipalité ou une partie d'une municipalité où se présente une concentration d'immeubles présentant un intérêt historique ou artistique ».

L'ARRONDISSEMENT HISTORIQUE DE MONTRÉAL 1964

En **1964**, le gouvernement du Québec décide d'assurer la conservation et la pérennité de ce joyau patrimonial qu'est le Vieux-Montréal en le désignant comme « arrondissement historique ». Le territoire alors couvert exclut le vieux port et s'arrête au nord à la rue Notre-Dame.

En **1995**, les limites de l'arrondissement seront repoussées pour inclure tout le secteur entre les rues Notre-Dame et Saint-Antoine, le côté ouest de la rue McGill, le territoire du Vieux-Port et une partie du Faubourg Québec, à l'est. Ce nouveau tracé englobe entièrement l'ancienne ville fortifiée et recouvre du même coup tout le port et le cœur de la Cité qui y florissaient du XIX^e siècle au milieu du XX^e.

19 72 LOI SUR LES BIENS CULTURELS

L'adoption de la *Loi sur les biens culturels* en **1972** vient favoriser l'identification, la sauvegarde et la mise en valeur des éléments les plus significatifs et les mieux conservés du patrimoine québécois. À cette fin, la Loi réaffirme le pouvoir gouvernemental de décréter des arrondissements et, pour la première fois, énonce les conditions relatives à la recherche et aux fouilles archéologiques.

Le 20 juin **1985**, la révision de la Loi ajoute un nouveau chapitre sur la *Protection des biens culturels par les municipalités*, qui habilite ces dernières à protéger leur patrimoine immobilier par deux mesures distinctes : la citation d'un monument historique et la constitution d'un site du patrimoine, selon une procédure similaire à celle du classement.

19 79 L'ENTENTE MAC-VILLE

L'Entente sur le Vieux-Montréal et le patrimoine montréalais, souvent désignée comme Entente MAC-Ville, et ses multiples reconductions établissent un vaste plan d'action. Soutenu par une série de mesures légales, administratives et financières, ce plan permit d'articuler un partenariat solide entre la Ville de Montréal et le ministère des Affaires culturelles, devenu depuis ministère de la Culture et des Communications. L'objectif de l'Entente était avant tout d'assurer la sauvegarde, la réhabilitation et la mise en valeur du quartier ancien ; on prévoyait également certaines interventions hors Vieux-Montréal.

À compter de 1995, ce partenariat se transforme et s'ouvre au volet culturel. La nouvelle *Entente sur le développement culturel de Montréal* ciblera d'autres champs d'intervention propres à favoriser l'accès et la participation de la population aux arts et à la culture.

ARTICLE 48 DE LA LOI SUR LES BIENS CULTURELS

« Nul ne peut, dans un arrondissement historique (...), diviser, subdiviser, rediviser ou morceler un terrain, ni modifier l'aménagement, l'implantation, la destination ou l'usage d'un immeuble, ni faire quelque construction, réparation ou modification relative à l'apparence extérieure d'un immeuble, ni démolir en tout ou en partie cet immeuble, ni ériger une nouvelle construction sans l'autorisation du ministre. »

L'ÉVEIL DE LA CONSCIENCE

Si le Québec est la première province à adopter, en **1922**, une loi de protection du patrimoine, la « conscience patrimoniale » n'entrera dans les mœurs qu'au milieu des années 60. Appauvris par la Dépression, délaissés, dévalorisés, les vieux quartiers s'étiolent dans l'indifférence, quand ils ne s'écroulent pas sous le choc brutal de la modernité d'après-guerre. À ce chapitre, les archives montréalaises sont pleines des projets grandioses des années d'après-guerre dont il faut se réjouir qu'ils n'aient pas tous vu le jour.

Ainsi, en **1955**, on croit faire œuvre utile en construisant, devant l'hôtel de ville, un stationnement sur deux étages dont le parapet enserre le château Ramezay. En **1958**, on relance avec vigueur un projet déjà vieux de dix ans qui, pour mieux desservir les activités portuaires, trace une autoroute en bordure des quais, en lieu et place des rues de la Commune et Saint-Paul, et de la pointe à Callière. Le quotidien *The Gazette* s'oppose énergiquement au projet et réclame un inventaire des bâtiments historiques.

En décembre **1959**, Eric McLean, critique musical au *Montreal Star* et défenseur inconditionnel du Vieux-Montréal, plaide ardemment en faveur de la préservation de l'ensemble du secteur. Conséquent dans ses engagements, le journaliste acquiert et restaure à ses frais la maison Papineau, rue Bonsecours.

En **1961**, un regroupement de 17 organismes de toutes provenances se lance dans la bataille.

LES PRÉMISSSES DE L'ENTENTE

En **1962**, devant cette levée de boucliers qui trouve écho au sein même de ses services, la Ville crée la Commission Jacques-Viger, organisme consultatif ayant mandat d'étudier la conservation et la mise en valeur du secteur historique, et confie à l'agence d'urbanisme *Van Ginkel Associates* la conception d'un premier plan d'intervention.

En janvier **1963**, Blanche et Lemko Van Ginkel déposent un rapport qui fera date. Farouchement opposés au tracé projeté de l'autoroute, ils proposent tout un train de mesures portant, et c'est une première, sur la réhabilitation globale du Vieux-Montréal.

En **1964**, à la demande du ministère des Affaires culturelles, nouvellement créé, le Gouvernement décrète le Vieux-Montréal « arrondissement historique ». Toute construction, réparation, transformation ou démolition doit, dès lors, être autorisée par le ministre. Sans ce geste hautement politique de Georges-Émile Lapalme¹, le Vieux-Montréal aurait sans doute disparu.

Dans un élan d'enthousiasme qui n'est pas étranger à la préparation d'**Expo 67**, la Ville et bon nombre de citoyens et d'entreprises investissent argent et efforts dans divers projets de restauration touchant le domaine public et quelques immeubles très anciens dans le voisinage de la place Jacques-Cartier.

L'adoption par Québec de la *Loi sur les biens culturels*, en **1972**, envoie un signal encourageant, mais le creusement de la tranchée de l'autoroute Ville-Marie finit d'isoler le Vieux-Montréal qui, désormais négligé des développeurs et spéculateurs, glisse tout doucement dans la morosité. Malgré la ferveur de ses plus ardents défenseurs, l'immense popularité de la place Jacques-Cartier et le dépôt, en novembre **1976**, du *Livre vert sur la Culture*, l'intervention patrimoniale, tant publique que privée, reste limitée. Mais, lentement, les rôles se définissent, les forces convergent...

Car, il y a urgence à *connaître*, à acquérir la connaissance historique, archéologique, architecturale et urbanistique essentielle, par voie d'enquêtes, d'inventaires et de fouilles; puis, à *reconnaître* la valeur, l'importance, la signification de l'objet patrimonial dans son contexte; et à *faire connaître*, à vulgariser et diffuser cette connaissance auprès des partenaires et des clientèles et, ce faisant, susciter les expertises, s'exposer à la critique et partager les bonnes pratiques.

Ce qui n'est possible, tout le monde s'en rend alors bien compte, sans une action concertée de tous les intervenants, publics et privés. Le vieux terreau patrimonial est prêt, enfin, à voir croître l'Entente...



Angle Sainte-Hélène et des Récollets

On apprivoisait les concepts, les fondements, les assises

Le Ministère, en décrétant l'arrondissement historique, intervenait dans l'aménagement du territoire, responsabilité et prérogative de la Ville. Il fallait donc qu'ils s'entendent ou, du moins, qu'ils se parlent! En 1975, le ministre Jean-Paul L'Allier² tente de sensibiliser le maire Drapeau³ et lui offre sa collaboration: « Si vous mettez une piasse dans le Vieux, j'en mettrai une aussi! ». Mais ça ne s'est pas concrétisé... Parce que, dans la vraie vie, dans l'univers administratif du Ministère et de la Ville, ce n'était pas tout à fait aussi simple que ça!

Pierre Ouellet⁴

Il fallait démystifier le patrimoine, travailler en profondeur les dimensions patrimoniales dans tout l'espace culturel québécois, apprivoiser les concepts, les fondements, les assises et... prendre l'argent où l'on pouvait, parce qu'on n'en avait pas! Ce sera une longue évolution pour le Ministère qui, au début, se préoccupe uniquement de l'extérieur. Les fenêtres, les murs et les corniches. Le restant n'a, à l'époque, pas d'importance!

Danielle Rondeau⁵

Dans les années 1960, la Ville amorce des aménagements plus respectueux de l'histoire avec la rue Saint-Paul en pavés, la restauration du marché Bonsecours qui perd sa fonction de marché mais retrouve un peu de sa vocation civique en logeant le Service de l'urbanisme, alors qu'aux places Jacques-Cartier et Vauquelin, les voitures sont remplacées par des arbres, des fleurs, des bancs et une fontaine. Mais il faut plus, à l'échelle de tout le quartier...

Gilles Morel⁶

Montréal est, hors la Ville de Québec, le premier endroit à faire l'objet d'une intervention patrimoniale, ce qui permet de développer des expertises très pointues en archéologie urbaine. Montréal offre un tissu patrimonial plus dense et plus complexe, beaucoup plus vaste, une topologie archéologique plus importante qui s'étend, sans discontinuer, sur toutes les périodes courues depuis que l'île est habitée. Elle présente des problèmes de conservation particuliers et appelle des mesures qui tiennent compte de cette interférence constante entre histoire et modernité.

Hugues Desrosiers⁷



LE VIEUX VA-T-IL FERMER ?

1976 – 139, rue Saint-Pierre

Le Vieux-Montréal d'avant l'Entente présente un état de délabrement inquiétant. Délesté de la plupart de ses fonctions économiques et, même, résidentielles, il végète à deux pas d'un nouveau centre-ville qui, contrairement à ce qui se passe partout ailleurs, ne s'est, fort heureusement, pas reconstruit sur ses ruines. Son front fluvial, exclu des plans d'aménagement du port moderne, disparaît sous les silos à grains, voies de triage et entrepôts vétustes. « On est dix mille su'a rue Saint-Paul, avec le blues d'la Métropole », chante Beau Dommage, symbole d'une génération empêtrée dans ce vague à l'âme où s'enlise le vieux quartier.

Le Vieux-Montréal laisse pourtant entrevoir un potentiel d'aménagement et de développement considérable. Tout à fait remarquable, son patrimoine urbanistique, architectural, archéologique, artistique et toponymique est unique en Amérique. S'y retrouve, sur une trame de rues datant du Régime français, une exceptionnelle concentration d'édifices patrimoniaux des XVII^e, XVIII^e et, surtout, XIX^e siècles, témoignant d'une rare diversité de styles, de fonctions et d'usages.

Il faut redonner vie à ce qui, aux yeux de quelques beaux fous et autres visionnaires, reste l'icône irremplaçable de notre identité et notre meilleure image de marque à l'étranger. De vastes et magnifiques magasins-entrepôts victoriens se transforment donc en appartements, commerces et bureaux, et les Sœurs Grises réhabilitent la Maison de Mère d'Youville où elles installeront leur siège social. Le vieux port se libère de ses silos... L'espoir revient de sauver l'héritage... Mais, quel défi !

Les compagnies d'assurance ne veulent plus assurer !

Avec mon frère Tony, on a ouvert un petit restaurant, rue Saint-Paul Est, qu'on a un peu retapé parce que c'était dans un état épouvantable. Les débardeurs, les magasiniers, les ouvriers du port venaient manger chez nous trois fois par jour. Nous fermions à 6 heures, parce qu'il n'y avait aucune vie ici, le soir. En 1983, nous avons acheté un building, tout rénové et ouvert le restaurant Le Vieux Port. Puis, vous savez comment va la vie, quand la poule pond un œuf, on le mange en disant merci, mais quand elle pond beaucoup, vaut mieux en mettre quelques-uns à couvrir ! Alors, on a continué avec d'autres bâtiments. Parce qu'on y croyait, parce qu'on aimait ça !

Costa Antonopoulos¹¹

Grâce à Héritage Montréal et Sauvons Montréal, il s'est fait un travail énorme pour que les gens soient conscients des enjeux. Mais, le grand changement des mentalités, c'est le projet du Cours Le Royer, premier projet résidentiel d'envergure, qui l'a déclenché ! C'était un projet risqué, audacieux. Rappelons qu'à l'époque, il y a encore les silos et les entrepôts qui s'écroulent tout seuls dans le paysage. C'était vraiment la zone !

Phyllis Lambert¹²

ÉTAT DES LIEUX
AU MILIEU DES ANNÉES

70

Plusieurs grandes banques et autres places d'affaires sont parties vers le nouveau centre-ville, au nord.

Le port poursuit sa migration vers l'est mais l'accès au fleuve reste bloqué.

Les visiteurs sortent peu du secteur de la place Jacques-Cartier.

Les résidents ont fui. Près de 3 000 en 1951, ils sont à peine 550 en 1976.

La dernière école primaire, à deux pas de la chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours, a fermé ses portes.

Les anciens faubourgs Québec, Saint-Louis, Saint-Laurent et des Récollets, qui ceignent le Vieux-Montréal, sont laissés à l'abandon ou dévastés.

Le bâti ne rencontre plus les normes de salubrité, de sécurité et de confort, ni celles du marché immobilier.

La trame urbaine est morcelée par les démolitions des années 1950, les incendies et le manque d'entretien.

Je suis arrivée en mai 1965... Sûrement la première résidente avec de jeunes enfants. Et j'ai eu le premier loft, bien avant ceux de New York. Quelques années plus tard, le silo derrière chez moi a été démoli. Et alors, de mon atelier, j'ai eu la plus belle vue de Montréal, le marché, le fleuve, la Tour de l'horloge... J'étais amoureuse du Vieux-Montréal. J'y suis venue par passion, et c'était loin d'être facile avec des enfants, mais je ne comptais pas mes efforts... Quand je suis arrivée, on vendait des légumes, du maïs dans les rues. Et il y avait un cordonnier juste devant chez moi, mais si peu de clients, qu'un bon matin, découragé, le cordonnier s'est pendu...

Madeleine Arbour⁸

Le problème, ce n'était pas juste le quartier historique, c'était toute la ville ! Une ville pleine de trous, de vides et d'horreurs ! Une ville bombardée ! Ma préoccupation, c'était l'aménagement, la densification, le rétablissement de la trame urbaine. L'important, l'essentiel, c'était de sauver le cœur d'une ville !

Denis Vaugeois⁹

Au début des années 70, c'est pratiquement désert, la plupart des bâtiments sont en décrépitude. Deux projets ont été initiés : le Cours Le Royer, un grand projet déclencheur, et les appartements Le Callière, sur Saint-Pierre, qui ont eu un succès mitigé. Il y a les Écuries d'Youville, quelques restaurants, la place Jacques-Cartier... On se promène au milieu de la rue, de peur qu'une fenêtre nous tombe dessus... Ma première bâtisse date de 1972, je l'ai payée 28 500 \$. Puis, j'en ai achetée une par année. Je rénovais, louais, en achetais une autre... c'est devenu un challenge, une passion.

Georges Coulombe¹⁰

C'était vraiment la zone !



Aspect 1965, photo 1912 – silo n° 2

RESTAURER LES IMMEUBLES, RÉAMÉNAGER LES ESPACES PUBLICS



Cours Le Royer

En 1974, le Cours Le Royer, c'était un projet majeur, à fonds privés. On s'est lancé là-dedans, avec Phyllis Lambert¹², c'était très casse-gueule, mais on y croyait ! Il fallait changer une loi fédérale, les règlements de construction et les normes de la Ville, ce qu'on a fait ! Mais le recyclage coûte tellement cher qu'on est en plein déficit lorsque débute la phase III, en 1977. On a besoin d'une subvention. Mais, ça n'existe pas, sauf pour la restauration pure et dure. On rencontre Drapeau³, Demers¹³, Vaugeois⁹, Ouellet⁴, mais il n'y a pas de solution. Alors, je dis à Vaugeois « Si vous ne nous aidez pas, on arrête tout ! »

René Lévesque¹⁴ est tellement convaincu de la valeur du projet, qu'il a été un des premiers à y acquiescer un appartement. Alors, un soir de poker, Lévesque convainc Vaugeois qui fait de même avec Drapeau et négocie la fameuse formule MAC - Ville !

Maurice Desnoyers¹⁵

En 1978, j'étais au ministère des Affaires culturelles et j'ai recruté Hugues Desrosiers, ancien chef de division au Service d'urbanisme de la Ville. C'est lui qui nous a permis de comprendre les difficultés propres à la Ville, tant administratives que juridiques ou même intellectuelles, à voir arriver le gouvernement du Québec dans un champ de compétence municipale. Il nous a permis de dresser, dans un langage municipal plutôt que gouvernemental, un plan d'action très précis et l'amorce d'un partenariat pour intervenir en matière de patrimoine.

Pierre Ouellet⁴

Il s'agissait de faciliter l'intervention en partageant habilement le champ de compétence, question de ne pas créer d'embarras additionnel. Entre Québec et Montréal, les tensions datent de la fondation et les querelles ouvertes du temps où Frontenac¹⁶ tentait de supprimer le directorat de Montréal !

Hugues Desrosiers⁷

Que l'Entente prévoie des budgets pour l'archéologie, c'était une première au Québec et, probablement, au Canada. À un point tel, que les budgets dévolus se retrouvent, dans l'Entente, sous le vocable « travaux de forage sur la propriété publique ».

Monique Barriault¹⁷

Avec la destruction des silos le long du fleuve, en 1976, c'est le Vieux-Port et la rue de la Commune qui sont en danger. Les gens d'affaires, qui ne sont jamais gens de vision et de grandes idées, débarquent de tous côtés avec des projets désastreux. C'est soit l'arasement pur et simple, soit l'occupation à densité maximale. Comme à Londres, Boston ou Toronto. Un nouveau conseil d'administration du Vieux-Port est formé, il met sur pied une série d'audiences publiques pour savoir ce que les gens veulent. On tient des audiences magnifiques et on retient tout ce qui peut marcher. La première chose à faire, c'est d'ouvrir l'accès au fleuve, le front fluvial et la perspective de la rue de la Commune, et de redonner au port sa valeur de port !

Phyllis Lambert¹²

La poussée des projets pionniers des années 60 et 70 révèle, à la fois, l'immense potentiel du Vieux-Montréal et le défi gigantesque d'une mise en valeur à l'échelle de tout un quartier. En 1975, l'agence d'urbanisme Robert, Carlier, Lavoie réalise, à la demande du Ministère, une *Étude préparatoire à l'établissement du plan de sauvegarde et de mise en valeur de l'arrondissement historique*. En 1978, l'analyse de la situation et des stratégies propres à relancer le développement du vieux quartier est confiée à Hugues Desrosiers qui, transfuge de la Ville auprès du Ministère, est à même de traduire cette réalité particulière en une solide mise en mots des idées fortes qui hantent alors le milieu patrimonial.

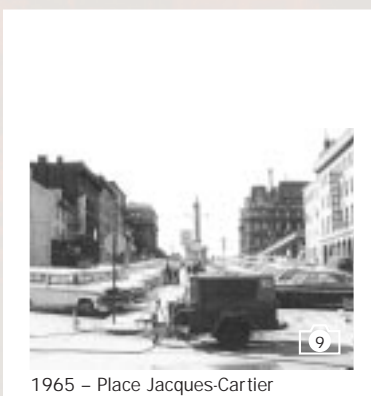
L'Entente projetée s'appuie sur un partenariat inédit qui, aux yeux de tous, apparaît comme seul « moyen de canaliser les ressources communes disponibles afin de leur assurer une efficacité accrue. » De plus, la mise sur pied d'un Comité permanent du patrimoine montréalais permettra de régler au mieux le problème « du partage même des pouvoirs détenus sur le même objet par deux niveaux de gouvernement. » Pour tous les partenaires « Cet accord fondamental (...) permettra non seulement d'agir immédiatement, mais de fonder (...) des mesures de nature plus permanente. » (*Entente sur le Vieux-Montréal et le Patrimoine montréalais*, 1979-06-20)

Les sommes investies par l'Entente seront prioritairement consacrées au financement conjoint des projets publics d'aménagement et, dans une moindre mesure, aux subventions de soutien aux initiatives privées de restauration. Projets précurseurs en phase d'achèvement, le Cours Le Royer et la Maison des Sœurs Grises, rue Saint-Pierre, sont les premiers à y avoir accès. Puis, renaîtront à leur tour les pittoresques demeures et maisons-magasins, les spectaculaires magasins-entrepôts et les tout premiers gratte-ciel du Vieux-Montréal, dont l'édifice Canada Life.

Une ville bombardée !



1960 - 440, rue Bonsecours



1965 - Place Jacques-Cartier

(...) Le Vieux-Montréal ne présente pas assez d'avantages pratiques pour l'installation et le maintien des différentes fonctions urbaines, faute de confort, de sécurité, de mise aux normes des bâtiments. (...) Les qualités visuelles et historiques ne suffisent pas à justifier des dépenses, des risques ou des sacrifices (...). Le quartier demeure désert, le soir venu, sauf pour le secteur où se concentrent des activités ludiques insuffisantes à créer une vie urbaine authentique. L'excès de concentration de celles-là compromet la présence d'autres affectations exigeant la tranquillité et la sécurité (...). La clientèle touristique ne séjourne pas dans le Vieux-Montréal où les hôtelleries sont de second ordre et les pensions absentes. (...) Le quartier conserve en général sa réputation de marginalité chez l'ensemble des citoyens. (...) La publicisation est laissée qu'à l'entreprise commerciale de cartes postales et aux agences de voyages. (...) L'image de dégradation et de sous-développement de ce quartier, qui rebute les éventuels locataires, clients et investisseurs, ne disparaîtra que grâce à la séduction que pourront exercer ses architectures restaurées et ses espaces réaménagés. (...) Si l'on veut que le secteur privé rénove l'ensemble de ses bâtiments et construise ses terrains vacants, il faut d'abord que les pouvoirs publics investissent dans la restauration des monuments et des architectures remarquables, l'aménagement des espaces publics, places, parcs, rues et voies piétonnes.

Hugues Desrosiers⁷

Le Vieux-Montréal, note liminaire, décembre 1978

RATTACHER LE VIEUX-MONTRÉAL À LA TERRE FERME

LA SIMPA ET LA SDM

Tous s'entendent sur une série de stratégies qui visent à consolider les activités restantes en agissant d'abord sur le domaine public, à retrouver et promouvoir les fonctions résidentielles, et à relancer l'activité économique par un redéploiement multifonctionnel dans les faubourgs et par l'insertion de constructions modernes dans la vieille ville. Ces actions, loin de nuire à la croissance du centre-ville, doivent, au contraire, faire office de valeur ajoutée.

Pour y réussir, on crée, en 1981, la Société immobilière du patrimoine architectural de Montréal (SIMPA), bras immobilier de l'Entente qui identifie, lance ou soutient les projets, publics ou privés, susceptibles de générer des effets multiplicateurs et d'assurer des retombées optimales en termes d'aménagement, d'investissements privés, de création d'emplois et de retombées fiscales. La SIMPA aura contribué à la réalisation de plusieurs dizaines de projets représentant un investissement de l'ordre d'un milliard de dollars.

Freinées dans leur action par la récession des années 90, les sociétés paramunicipales montréalaises sont fusionnées, sous l'administration Bourque¹⁸, pour créer la Société de développement de Montréal (SDM) qui, outre l'intervention immobilière, a pour mandat la promotion et la mise en valeur du Vieux-Montréal. Poursuivant le travail entamé par la SIMPA, la SDM convainc le gouvernement du Québec de développer un programme de soutien à l'industrie hôtelière qui, de 1999 à 2002, assure le recyclage de nombreux bâtiments patrimoniaux.

Nous savions qu'il y avait une vingtaine d'interventions majeures sur un horizon de 15/20 ans



Centre de commerce mondial



Maison Cuvillier-Ostell



1 McGill

Nous savions qu'il y avait une vingtaine d'interventions majeures à faire sur un horizon de 15/20 ans. Des projets d'immobilisation, de rénovation et de réfection des infrastructures urbaines, chaussées, trottoirs, mobilier urbain, places publiques... Le Ministère, tout en conservant sa responsabilité d'approbation des interventions, versait sa part à la Ville qui assurait la gestion des dépenses et la relation avec les clientèles. Des programmes d'aide à la restauration privée furent élaborés et des sommes réservées pour fins d'études et de recherches, pour les plans et devis et pour la conception du design. Cela donnait à la SIMPA les moyens d'intervenir sur les cas majeurs, de procéder aux acquisitions urgentes, de trouver des solutions mixtes privé/public. Les gros cas problèmes, c'est donc la SIMPA qui s'en est occupée. Elle est devenue le porteur des volontés des deux partenaires.

Pierre Ouellet⁴

La SIMPA permettait de se donner des moyens grâce au levier de l'immobilier. Mais, on a vite oublié le mandat initial qui était de rester le creuset à idées, le bouillon de culture... Quand on a vu que la chaloupe tenait l'eau, tout le monde est monté dedans et la chaloupe a failli couler! On est allé trop loin, trop cher, on s'est pris au sérieux et on a écopé de très sérieux problèmes d'intendance et de finances.

Hugues Desrosiers⁷

LA VISION CITOYENNE

Le Vieux-Montréal était une île entourée de no man's lands. Or, sa survie même passait par sa capacité à se rattacher à la terre ferme, à ne pas rester isolé. Il fallait s'assurer d'un développement en prolongement des vocations du Vieux-Montréal, ou qui fasse le pont avec les vocations spécifiques des quartiers environnants... des zones d'échange plus que des zones tampon! Nous avons donc misé sur la fonction résidentielle du Faubourg Québec pour consolider le noyau de résidents de la partie est du Vieux. On a fait la même chose à l'ouest, dans le Faubourg des Récollets, où s'installe un secteur « création » en mixité avec la fonction commerces/bureaux. Enfin, au nord-ouest, rue Saint-Jacques, on soutient le secteur international en organisant une belle concentration de bureaux autour du Centre de commerce Mondial qui retisse les liens avec le centre-ville.

La SIMPA a très bien fonctionné jusqu'à la grande récession immobilière qui a touché tout l'Occident au cours des années 90. Pour Montréal, la reprise a tardé jusqu'en 1997. Les sociétés paramunicipales, dont la mission était de stimuler le développement par des interventions « pôles », se sont donc retrouvées avec des déficits majeurs.

Clément Demers¹³

Nous, on vit ici!



LA TABLE DE CONCERTATION

Les projets s'accumulent, les chantiers progressent non sans avoir un impact direct sur les résidents, commerçants, travailleurs et visiteurs du quartier qui, certes, apprécient les résultats, mais en subissent, bien malgré eux, les contrecoups. On crée donc, en 1993, une table de concertation où les divers groupes pourront exprimer leurs doléances et donner voix aux solutions qu'ils préconisent, et un comité de coordination du Vieux-Montréal qui facilitera la gestion quotidienne de la vieille ville.

Il fallait régler les problèmes les plus graves entre les parties prenantes, parce que l'essence même d'un quartier multifonctionnel, c'est la négociation constante entre différentes fonctions potentiellement nuisibles les unes pour les autres. Il fallait aussi développer une vision partagée de l'avenir du Vieux-Montréal... parce qu'on ne peut pas développer « ensemble » sans une relation de confiance entre partenaires. Mais, ce qu'il faut éviter, à tout prix, ce sont les compromis! Il faut tasser ce qui n'est pas porteur et ne garder que les choses fortes!

Clément Demers¹³

LA QUÊTE DU SAVOIR

Dès la signature de l'Entente, apparaît clairement l'urgence de comprendre sur quoi, pourquoi, comment, quand et dans quel contexte architectural, archéologique, économique et social, il faudra intervenir. L'objectif prioritaire est, sans conteste, l'acquisition, l'analyse, la diffusion et la mise en valeur des connaissances sur le passé oublié du vieux quartier. Partager ce Savoir, répertoire et mettre en valeur ce patrimoine et veiller à son intégration aux autres enjeux d'aménagement, semble en effet la meilleure façon de susciter l'intérêt, la passion et la détermination de tous les Montréalais à retrouver leur histoire. Deux grands chantiers de recherche sont donc lancés, l'un portant sur l'architecture et l'autre sur l'archéologie.

On entreprend d'abord l'inventaire architectural systématique des bâtiments construits avant 1930, en documentant au mieux les immeubles concernés et en permettant à tous de consulter et d'enrichir les dossiers ainsi constitués, ce que feront, notamment, les chercheurs de la Communauté urbaine de Montréal et le journaliste Guy Pinard¹⁹. Progressivement élargi à l'ensemble du quartier, l'inventaire est informatisé dès la fin des années 1990 et rendu universellement accessible via Internet au www.vieux.montreal.qc.ca. Un nouveau programme de recherche vient alors étoffer les données recueillies sur chacun des bâtiments en y incorporant les résultats de recherche touchant les rues et les places, les personnages et les événements historiques qui y sont associés. Enfin, un fructueux partenariat avec le Département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal révèle des liens, à peine entrevus jusqu'alors, entre le patrimoine du quartier et l'histoire de la ville.

L'Entente innove également en reconnaissant, dès 1979, l'importance d'une démarche archéologique préalable à toute intervention en milieu ancien. Études, recherches, fouilles et inventaires archéologiques doivent, dans cette perspective, précéder tout projet d'aménagement. Pour asseoir son expertise, la Ville fera appel à plusieurs spécialistes avant de créer un poste d'archéologue municipal, en 1989.

Depuis, plusieurs sites majeurs ont livré leurs trésors. Dans de nombreux cas, les artefacts et vestiges ont été exposés dans leur contexte d'origine ou signalés par un marquage au sol, mais la plupart des objets ont rejoint les vastes collections municipales et gouvernementales d'archéologie. Les résultats des diverses fouilles ont, par ailleurs, été rendus publics grâce à plusieurs publications de qualité.

La Ville et le Ministère ont, depuis l'an 2000, mené à terme l'inventaire des terrains vacants et des stationnements dotés d'un potentiel archéologique. Ce patrimoine enfoui se trouvant, pour bonne part, sur le domaine privé, un programme de soutien financier particulier fut créé, en 2000, afin de partager les frais de fouilles entre les différents intervenants. Première initiative de ce type au Canada, ce programme a rencontré un franc succès auprès des propriétaires et promoteurs qui, pour peu qu'on puisse leur en expliquer clairement la valeur documentaire, didactique et symbolique, investissent désormais des sommes importantes dans les fouilles et la mise en valeur de ce patrimoine archéologique.



Musée Pointe-à-Callière

CHAMP-DE-MARS

Initiées par les responsables de l'Entente et rendues possibles par l'élimination des aires de stationnement ceinturant l'hôtel de ville, les fouilles menées sur le Champ-de-Mars, de 1986 à 1991, ont mis au jour les vestiges d'un front complet de l'enceinte du XVIII^e siècle. Sertis comme un joyau au centre de l'esplanade réaménagée en 1992, fossé, terre-plein, escarpe et contrescarpe s'offrent aux yeux des passants dans le seul espace public où l'on puisse, sur près de 250 mètres, observer *in situ* les pierres du vieux rempart.

CHAPELLE NOTRE-DAME-DE-BON-SECOURS

Bénéficiant des expertises développées dans le cadre de l'Entente, les religieuses de la Congrégation de Notre-Dame aménagent, en 1995, le Centre Marguerite-Bourgeois dans l'ancienne École Bonsecours. Dans la chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours, également objet d'une importante restauration, on redécouvre et restaure le décor peint par Édouard Meloche en 1886 et masqué en 1908. Lors de travaux sous la nef principale, on met au jour des vestiges de chaussée de la première rue Saint-Paul, des empreintes de pieux de la palissade de bois du XVIII^e siècle, les fondations de la chapelle construite en 1675 et détruite par le feu un siècle plus tard, et les restes d'un foyer amérindien, vieux de 2000 ans. C'est, à ce jour, une des plus importantes contributions privées en recherches archéologiques au Canada.



Champ-de-Mars



Fouilles, site LeMoynes-LeBer



Fouilles, église Notre-Dame

MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL, POINTE-À-CALLIÈRE

Objet des premières véritables fouilles archéologiques menées dans le Vieux-Montréal, la pointe à Callière se révèle extrêmement riche en artefacts et vestiges couvrant toutes les strates de l'histoire montréalaise. Privilégié par l'administration Doré²⁰, le projet d'un musée archéologique érigé sur place trouve un écho favorable auprès de la ministre Liza Frulla²¹.

CENTRE D'HISTOIRE DE MONTRÉAL

Précieux outil d'interprétation patrimoniale et historique, le Centre d'histoire de Montréal est créé en 1983. L'Entente y financera la mise en place de deux expositions permanentes qui retracent la vie montréalaise, des premiers contacts entre Français et Amérindiens, en 1535, jusqu'au boom culturel des années 60 et 70, ainsi que la restauration de l'ancienne Caserne numéro 1 où loge désormais le Centre.

ÉGLISE NOTRE-DAME

Le parvis de l'église Notre-Dame a fait l'objet de fouilles majeures qui ont permis de mettre au jour les fondations de la première église Notre-Dame, construite en 1672, et le cimetière attenant où plusieurs sépultures quasi intactes ont été découvertes. Cet extraordinaire témoignage, d'une grande valeur documentaire et d'une forte charge symbolique, compte tenu de l'ancienneté du lieu et de son caractère sacré, permet de mieux comprendre la remarquable qualité des sites du Vieux-Montréal.



Avec mon frère Tony, on a ouvert une petite auberge de 27 chambres, avec un restaurant. Quelque chose de très jolie grâce à un bon architecte et une aide des gouvernements. On a gardé les planchers de bois, les vieilles pierres, les poutres... Et, belle surprise en cours de restauration, comme un cadeau, un clin d'œil de la terre, le fameux pan de vieux rempart qui a donné son nom à l'établissement! En Grèce, quand on bêche son jardin, on finit toujours par appeler le Département d'Archéologie! Mais là, c'était une vraie surprise! Alors, ce mur-là, je l'ai mis sous verre comme quelque chose de précieux et de sacré, comme une relique... Et, dès l'ouverture, Les Remparts, ça a très très bien marché. Tourisme Montréal a envoyé plein de beau monde. J'ai eu d'excellentes critiques dans les revues et les journaux ici et à l'étranger. C'était plein tout le temps, les gens revenaient, fascinés par ces belles pierres sous leur cloche et, moi, je n'en revenais pas! Je vous le dis, une vraie bénédiction!

Costa Antonopoulos¹⁷

Quand on a commencé à songer au 350^e anniversaire de fondation de Montréal, le projet de mise en valeur de la crypte découverte sous la pointe à Callière est apparu, tout naturellement. La Ville et le Ministère s'en sont faits les promoteurs, en association avec le Vieux-Port, parce que du côté sud de la rivière, on était en plein territoire fédéral. Le SIMPA en avait la maîtrise d'œuvre, des contrats de conception ont été octroyés et une série de fouilles archéologiques réalisées pour donner suite aux travaux préliminaires des années 80. Et, de ce partenariat, est sorti ce musée, cet éperon, cette étrave dont la modernité est, évidemment, très controversée! Mais, en architecture, comme dans tous les arts, c'est une aberration que de ne pas marquer son époque!

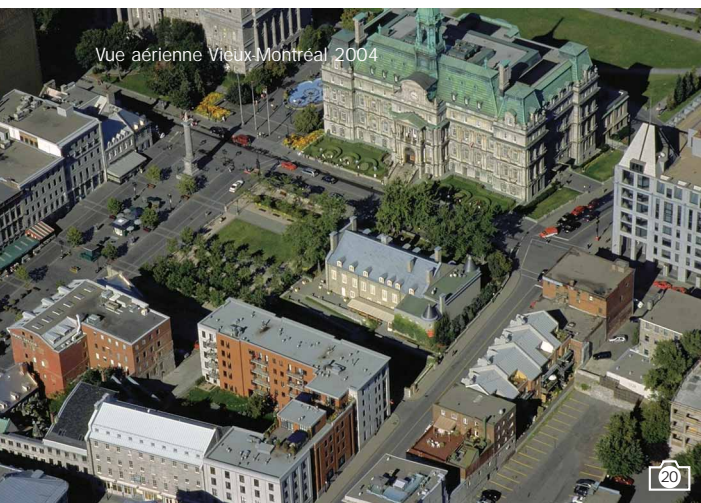
Monique Barriault¹⁷

REDONNER PRESTIGE ET PRESTANCE AU VIEUX-MONTRÉAL



Vue aérienne Vieux-Montréal 1965

19



Vue aérienne Vieux-Montréal 2004

20

LA CITÉ ADMINISTRATIVE

Il fallait, avant tout, redonner prestige et prestance aux lieux du pouvoir politique, judiciaire et administratif qui, dès la période française, occupe tout le haut du coteau, rue Notre-Dame. Laissant les activités marchandes se déployer à l'embouchure de la Petite rivière Saint-Pierre, les gouverneurs gagnent assez rapidement ce poste d'observation et d'autorité. Ainsi, le gouverneur Ramezay y fera construire, en 1705, sa résidence officielle. Puis, en 1723, le gouverneur de Vaudreuil installe sa demeure sur ce qui deviendra la place Jacques-Cartier; un marquage au sol indique aux visiteurs la présence des fondations du corps de bâtiment, rue Saint-Paul, et, juste en face, des vestiges de la porte du Gouvernement, ouverture sur le fleuve percée dans les fortifications en 1730. Tout au début du XIX^e siècle, la rue Notre-Dame confirme sa vocation par l'ajout de la prison, des casernes, d'un premier puis d'un deuxième palais de justice, et par la construction, au cours des années 1870, de l'hôtel de ville qui siègeait jusqu'alors au marché Bonsecours.

LES PALAIS DE JUSTICE

Outre la Cour municipale, construite rue Gosford en 1912-1913, le Vieux-Montréal compte trois palais de justice, rue Notre-Dame. Le « vieux palais », actuel édifice Lucien-Saulnier, est bâti au milieu du XIX^e siècle en remplacement d'un premier palais, rasé par les flammes. Agrandi par l'ajout d'un étage, d'un dôme, puis d'une annexe, il abrite aujourd'hui des services administratifs municipaux.

Le « nouveau palais », aujourd'hui désigné sous le nom d'édifice Ernest-Cormier²² en l'honneur de son célèbre concepteur, est érigé juste en face, dans les années 20. Devenu trop petit, il change d'assignation en 1971 pour abriter, jusqu'en 2001, le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec. Il a tout récemment retrouvé sa vocation judiciaire en accueillant la Cour d'appel du Québec.

Enfin, le palais moderne, inauguré en 1971, est l'objet d'après discussions dans le milieu patrimonial jusqu'à ce que consensus se fasse sur un concept de bâtiment qui respecte la volumétrie et l'alignement de la rue Notre-Dame, mais prend de l'ampleur, rue Saint-Antoine.

L'édifice Lucien-Saulnier et la Cour municipale ont bénéficié de travaux majeurs de restauration. Tous ces immeubles sont désormais bellement mis en lumière, grâce aux investissements de l'Entente.



Édifice Lucien-Saulnier

Comme il fallait sortir l'hôtel de ville de son fier isolement au milieu des stationnements, nous étions à la recherche d'un projet moteur qui créerait un effet domino. Et ce fut Chaussegros-de-Léry qui comporte un stationnement intérieur de 1000 places répondant parfaitement aux prévisions des besoins du secteur. Construit sur un des principaux terrains vacants, le projet libérait le Champ-de-Mars de ses voitures et rendait possible l'élimination du stationnement place De La Dauversière, tous deux réaménagés en espace public, ce qui a donné de l'attrait aux sites environnants. Et ça devrait entraîner, éventuellement, une mise en valeur de la rive nord de l'autoroute contiguë au Champ-de-Mars.

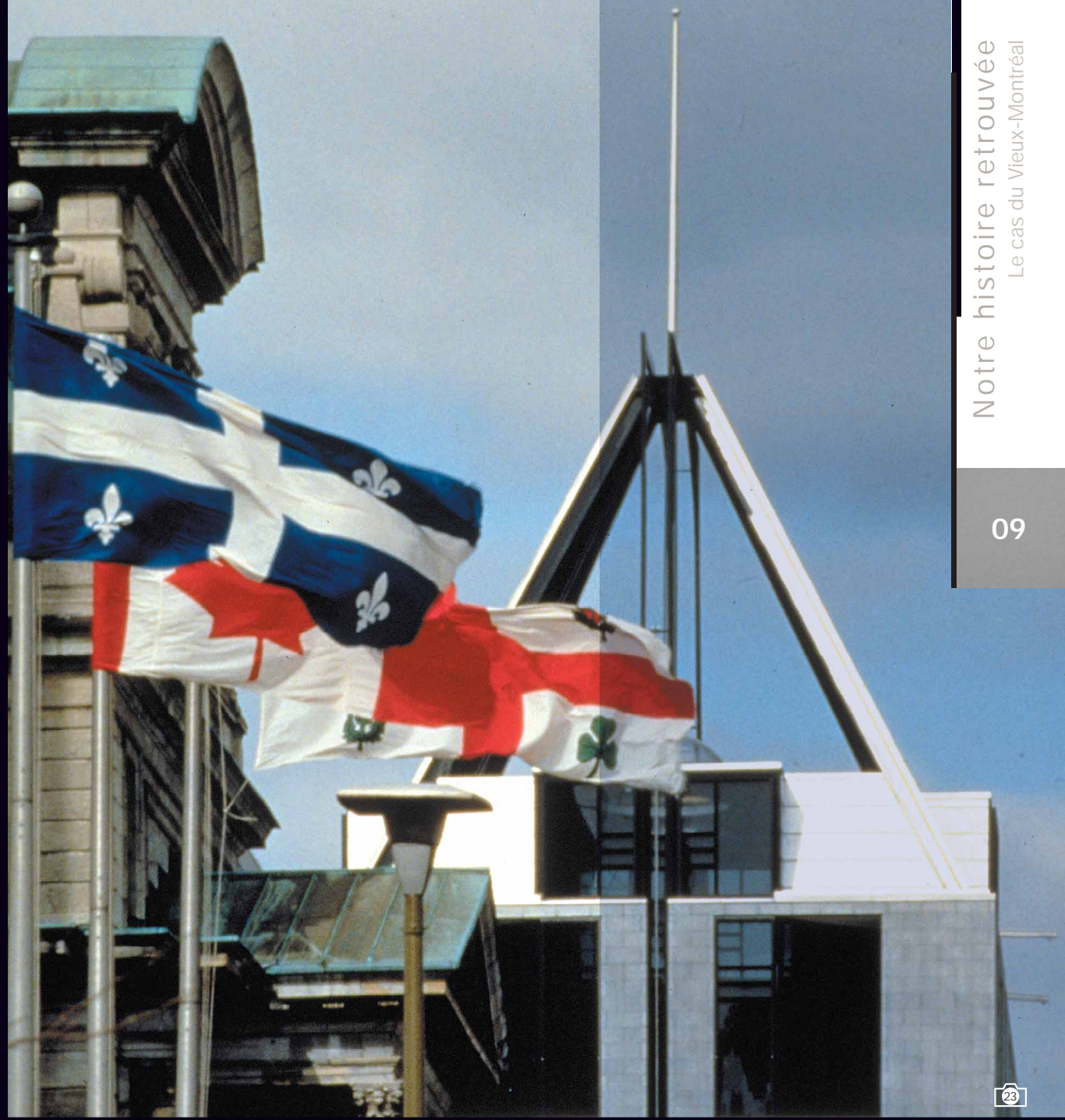
Clément Demers¹³

LA RECONFIGURATION DU SECTEUR

Le complexe Chaussegros-de-Léry, proposé par la SIMPA et réalisé en partenariat public/privé, a sérieusement contribué à consolider la fonction administrative de la vieille ville en ramenant des fonctionnaires municipaux dans le secteur. Il a augmenté la densité de peuplement et permis d'atteindre une masse critique ouvrant sur le développement des commerces de proximité dans le nord-est du Vieux-Montréal. Enfin, il a créé de l'animation, de jour comme de soir, en accroissant la diversité des fonctions. Par ailleurs, la disparition du tunnel Gosford, percé en 1932, a permis la reconfiguration de la rue Saint-Claude et redonné au secteur sa topographie originelle, en revalorisant le bâti institutionnel sis sur le versant nord et en ouvrant la voie à un projet résidentiel sur le versant sud.

21

REDONNER ÂME ET VIE À DES LIEUX MARQUANTS



Complexe Chaussegros-de-Léry

Pour redonner vie à la rue de la Commune et au marché Bonsecours, il fallait jeter des ponts vers le fleuve et vers le Vieux-Port dont le réaménagement, alors en gestation à Ottawa, ne devait surtout pas être concurrentiel à celui du Vieux-Montréal. Il aurait été catastrophique qu'on y retrouve des projets d'habitation ou de commerce en concurrence directe avec ce qu'on faisait. Heureusement, les quelque 100 millions \$ consacrés par le fédéral à la reconfiguration du Vieux-Port en ont fait un attrait public, sans aucune privatisation. Il ne touche pas au potentiel résidentiel et commercial du Vieux-Montréal qui, autrement, s'en serait trouvé compromis.

Clément Demers¹³



Marché Bonsecours

L'Entente, qui table sur une réappropriation citoyenne de la vieille ville, convie ensuite les Montréalais à la redécouverte de lieux emblématiques et familiers que d'importants travaux de restauration ont rendus à leur splendeur première.

LE CHÂTEAU RAMEZAY

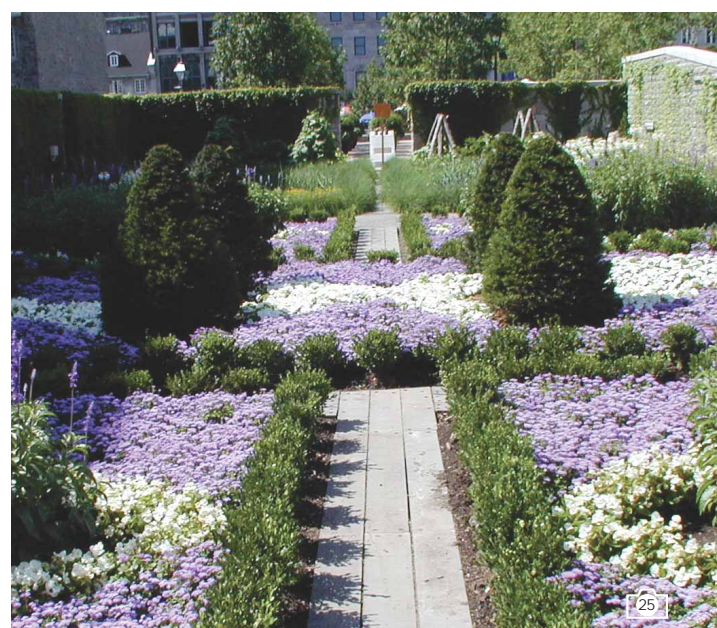
Maison noble du Régime français, quartier général de la Compagnie des Indes qui détenait, avant la Conquête, le monopole de l'exportation des fourrures vers la France, résidence des gouverneurs anglais, puis immeuble institutionnel, le « château » fut transformé, voilà 110 ans, en musée d'histoire et devint, en 1929, le premier monument historique classé au Québec. Soigneusement restauré au cours des dernières années et libéré du stationnement étagé qui le ceinturait, le vieil immeuble retrouve son jardin clos. Bien que de facture contemporaine, ce dernier évoque l'esprit des grands jardins urbains de la Nouvelle-France offrant à profusion légumes, fruits, herbes médicinales et fleurs d'agrément qu'on peut admirer des terrasses en surplomb, aménagées place De La Dauversière.

LE MARCHÉ BONSECOURS

Bâtiment civique tout à fait remarquable par son style, son volume et ses qualités architecturales, le marché Bonsecours est, dès son inauguration en 1847, un puissant symbole de la puissance économique et politique de Montréal. Marché public pendant plus de 100 ans et siège de l'hôtel de ville de 1852 à 1870, l'impressionnant immeuble a récemment retrouvé ses fonctions premières et sa vocation marchande, grâce à 15 ans de travaux majeurs tant intérieurs qu'extérieurs. Lieu d'échanges commerciaux, culturels et civiques, accueillant moult colloques, foires et grandes fêtes, c'est désormais une vitrine de la création québécoise comportant plusieurs boutiques de produits d'art et d'artisanat, d'objets design et de vêtements griffés, conçus par les créateurs d'ici.



Château Ramezay



Jardin du château Ramezay

REPENSER LES PLACES PUBLIQUES

Il faut, enfin, redonner aux Montréalais une compréhension de l'espace civique et citoyen des places et des artères de la vieille ville. Objet d'une longue réflexion et de discussions parfois passionnées, les places publiques du Vieux-Montréal exigeaient des concepts d'aménagement et un choix éclairé de matériaux qui permettent une lecture contemporaine de l'Histoire. La mise en valeur des bâtiments riverains, le marquage des structures anciennes présentes en sous-sol et l'installation d'un mobilier urbain et d'un éclairage à la fois remarquables, fonctionnels, conviviaux, sécuritaires et parfaitement compatibles avec l'esprit des lieux, métamorphosent alors le square Dalhousie et les places Jacques-Cartier et De La Dauversière, conçus par la Direction des parcs et espaces verts de la Ville de Montréal.

Pavages et trottoirs, bordures de granit, pavés de pierre, mobilier urbain et signalisation distinctive caractérisent ces lieux qu'une mise en lumière scénographique embrase de façon spectaculaire. Les tout derniers sondages révèlent d'ailleurs une grande satisfaction des usagers, passants, touristes et résidents du Vieux-Montréal.



Place Jacques-Cartier



Place De La Dauversière

LA PLACE JACQUES-CARTIER

Après la Conquête, les messieurs de Saint-Sulpice deviennent propriétaires de la Résidence de Vaudreuil où ils créent un collège, détruit par les flammes en 1803. Le terrain est alors offert à la Cité pour y tenir marché, en complément de celui de la place Royale, devenu trop exigü. La vaste halle de bois de ce marché couvert sera démantelée en 1847, pour aménager la place Jacques-Cartier où l'on tient marché trois fois la semaine, et l'on stationne, les autres jours.

En prévision de l'Exposition universelle de 67, la Ville profite de la fermeture du marché pour aménager les lieux en place publique. Trente ans plus tard, il faudra en revoir l'agencement en raison même de son immense popularité. Il s'agit de redonner à ce lieu sa vocation rassembleuse où les seules et uniques vedettes sont les gens qui s'y pressent, les immeubles qui l'encadrent, les terrasses où il fait bon se détendre et l'ouverture de la perspective jusqu'au fleuve. Les travaux de restauration ont également touché la « Colonne Nelson », monument érigé en 1809 en l'honneur de l'amiral Horatio Nelson²³.

LA PLACE DE LA DAUVERSIÈRE

En 1956, le Comité exécutif de la Ville honore la mémoire de Jérôme Le Royer de La Dauversière (1597-1659), fondateur de la Société Notre-Dame de Montréal, à l'origine de la fondation de Montréal, en donnant son nom au nouveau stationnement sis rue Notre-Dame, juste en face de l'hôtel de ville. Le stationnement ayant été rasé et l'espace réaménagé en 1997, c'est désormais un lieu de repos et de verdure d'où l'on peut, confortablement assis sur un banc, contempler le château Ramezay, l'hôtel de ville et la place Jacques-Cartier.

LE SQUARE DES FRÈRES CHARON

Circonscrit par les rues McGill, des Sœurs-Grises, Wellington et D'Youville, le square des Frères Charon est actuellement objet de fouilles archéologiques majeures autour de ce qui semble être un des moulins de Ville-Marie. Son aménagement définitif ne sera complété qu'au printemps 2005, en marge des substantiels travaux de réfection et de mise en valeur prévus rue McGill. Il rétablira alors les liens naturels entre le Vieux-Montréal, le Faubourg des Récollets et la Cité du Multimédia.

LE SQUARE DALHOUSIE

Les illustrations anciennes révèlent, à l'extrême est du quartier, un promontoire où se dressait le premier poste de défense de la Cité et, à ses pieds, les fortifications et la « porte de Québec ». La butte et les quelques vestiges qui pouvaient encore subsister furent arasés à la fin du XIX^e siècle pour permettre le passage des rails et la construction de la gare Dalhousie d'où partit pour Vancouver, en 1886, le premier transcontinental d'Amérique du Nord. Rails d'acier, pavés taillés en forme de traverse, buttoirs de fin de voie et quai de bois, tout dans l'aménagement recrée l'époque industrielle des grands chemins de fer. Les anciennes murailles ne sont pas oubliées. Inauguré en octobre 2004, ce square intime et convivial est bordé, au nord, par la vieille gare où voltigent les saltimbanques du Cirque Eloize et, au sud, par les résidences privées du projet Faubourg Québec.

LA PLACE D'YOUVILLE

En 1999, le statut de site historique et archéologique est accordé au lieu de fondation de Montréal, afin d'assurer la protection souterraine d'un espace couvrant la place Royale et une bonne partie de la pointe à Callière et de la place D'Youville. Cette dernière est complètement repensée par Claude Cormier et le groupe Cardinal Hardy. Le concept, primé en 2002 par l'Association des architectes paysagistes du Canada, propose un réseau de trottoirs et de sentiers qui s'entrecroisent sur la travée centrale reprenant le tracé de la Petite rivière Saint-Pierre, canalisée au XIX^e siècle. Les immeubles qui la bordent semblent suivre les méandres et sinuosités des anciennes berges. Les arbres et bosquets qui l'enjolivent bruissent de chants d'oiseaux. Les riverains s'y attardent...

En 1982, quand ils venaient nous voir, nos amis mouraient de peur dans nos rues, le soir ! Surtout qu'au début, c'était un lieu on ne peut plus minable. Pas de lumière, pas de trottoir, pas de rue, une authentique « cour à scrap » ! Ils nous prenaient pour des fous. Mais, travailler sur le programme de subvention m'a permis de connaître, dans son intimité même, le matériau architectural du Vieux-Montréal et de comprendre comment ça risquait d'évoluer. Mieux, j'étais mandaté, le chanceux, pour sauver ce quartier-là !

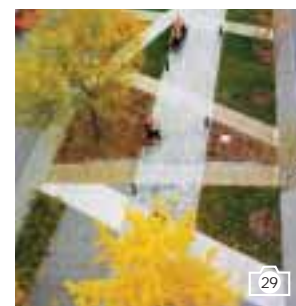
La place D'Youville d'alors était un parc à ferraille : du béton et de l'automobile partout. Maintenant, c'est une place conviviale, reconnue à l'unanimité comme un projet parfait, ce qui est assez rare ! C'est un petit bijou, bien pensé pour le milieu. Ses qualités sont extraordinaires à tout point de vue. C'est gorgé de soleil, c'est ouvert. Et il y a toujours du monde, même en hiver. On a des joueurs d'échecs, des lecteurs ou des contemplatifs... C'est assez particulier, mais on se connaît tous, ou presque, parce que, justement, on s'y rencontre quasi quotidiennement. De fait, on est devenu si « village » que, l'autre jour, alors que nous étions cinq ou six, hommes et femmes, assis sur deux bancs, des touristes allemands nous ont demandé la permission de nous photographier comme « typiques des lieux » !

Almas Mathieu²⁴

C'est gorgé de soleil, c'est ouvert. Il y a toujours du monde, même en hiver !



Square Dalhousie



Place D'Youville



Place D'Youville

LE PLAN LUMIÈRE

Intégrant éclairage fonctionnel des rues et des places publiques, mise en lumière architecturale et aménagement du mobilier urbain, le Plan lumière du Vieux-Montréal, inauguré à l'automne 1996, répond à un double objectif : assurer le confort et la sécurité des résidents et visiteurs déambulant, le soir, dans la vieille ville ; et magnifier les splendeurs architecturales et la diversité de styles et d'époques des immeubles du quartier. Efficace et adéquat, tout autant qu'harmonieux, cet éclairage bien pensé facilite en effet les déplacements des usagers tout en créant une ambiance chaleureuse qui révèle et rehausse la beauté et l'attrait des lieux, tous les soirs et en toute saison.

Élaboré par la Ville et le Ministère, conçu et réalisé par les firmes montréalaises Cardinal Hardy, Éclairage Public et Teknika qui y ont acquis une expertise internationalement reconnue et maintes fois primée, le Plan lumière du Vieux-Montréal est le seul, de tous les projets de l'Entente, à avoir sollicité l'ensemble des intervenants du quartier, privés et publics, et suscité l'engagement et la fierté de tous.

Cette « mise en scène » du vieux quartier, qui doit beaucoup à Gilles Arpin²⁵, chef éclairagiste venant du monde du spectacle, est particulièrement novatrice en ce qu'elle fait usage de la lumière comme d'un matériau architectural dans la valorisation des richesses patrimoniales du quartier. Son utilisation de la couleur et des variations d'intensité lumineuse sculpte façades et corniches, vieux murs et pavés, pour le plus grand plaisir du marcheur.

Dès le lancement d'une opération qui aurait pu être jugée purement somptuaire, il fut décidé d'éclairer, plutôt qu'un monument, la rue Saint-Paul, voie résidentielle et commerciale qui traverse d'est en ouest tout l'arrondissement. Réussir avec bonheur cette mise en lumière permettrait, en effet, de convaincre les résidents du bien-fondé de toute l'entreprise. Dans le même esprit, on dota la rue Sainte-Hélène d'un éclairage au gaz rappelant l'atmosphère du XIX^e siècle.

Notons, entre autres récompenses, le *Prix Lumière 2001*, catégorie *Architecture et Prestige*, pour le projet d'illumination de l'hôtel de ville, et le *Prix du meilleur éclairage architectural et de prestige au Québec 2003*, pour l'exceptionnelle mise en valeur de la chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours, tous deux décernés par l'IES (Illuminating Engineering Society), ainsi qu'un *Prix d'honneur national (Canada)* et un *Prix d'honneur régional (Québec)*, catégorie *Nouvelles pratiques*, décernés en 2002 par l'Association des architectes paysagistes du Canada.



Rue de la Commune



Place d'Armes, 180°

Le plus important a été de commencer dans le quartier, dans les rues, pour le vrai monde, d'étudier une stratégie d'implantation et de mettre sur pied le pré-projet de la rue Saint-Paul. Il fallait que les sources de lumière y soient très brillantes, ça rassure les gens. Par contre, place Jacques-Cartier, c'est le contraire, on ne veut pas de brillance ni, surtout, d'éblouissement, parce qu'on ne veut voir que les façades. Puis, avec Michèle Gauthier²⁶ de chez Cardinal Hardy, on a fait le marché Bonsecours, la place d'Armes, la chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours, le musée Pointe-à-Callière... Et, bien sûr, le grand bâtiment de prestige, l'hôtel de ville!

Éclairage fonctionnel ou d'atmosphère, tant pour les places publiques et les grands ensembles que pour de petits bâtiments particulièrement signifiants, nous avons réussi à créer un circuit cohérent qui permet vraiment d'apprécier l'architecture et les lieux de vie. Il manque peut-être une deuxième couche à certains endroits, mais, le gros avantage de l'Entente, c'est qu'on travaille, à moyen et long termes, à créer une densité de projets qui font la différence et auxquels, comme ce sont des modèles inspirants, viennent se greffer bon nombre de projets privés.

Gilles Arpin²⁵



Hôtel de ville

« Raffinant l'usage classique de mise en lumière des volumes et détails architecturaux, les scénographies du Plan lumière du Vieux-Montréal contribuent directement au développement des relations humaines dans l'espace urbain. »

(traduction d'un extrait du *American Architectural Record*, mars 2004)



CONNAÎTRE, RECONNAÎTRE, FAIRE CONNAÎTRE



Présentoir au Palais des congrès

Plusieurs outils de diffusion de la connaissance ont été produits dans le cadre de l'Entente au cours du dernier quart de siècle. Tirée des documents historiques, inventaires architecturaux et recherches complémentaires réalisés dès le début pour le bénéfice des experts, une collection de six fascicules, écrits et illustrés par Josette Michaud²⁷, est publiée en 1983. Présentant le Vieux-Montréal sous l'angle particulier de ses diverses fonctions : cité administrative, religieuse, résidentielle, marchande, financière, portuaire et ferroviaire, cette collection est regroupée en un seul ouvrage, *Les œuvres du temps – le Vieux-Montréal*, édité chez Guérin, en 1991. Parmi les beaux ouvrages « grand public » publiés sur cette lancée, signalons la brochure *La naissance d'une ville* qui, dans la collection *Mémoires pour l'An 2000*, retrace les tout premiers temps du Régime français, *La place Royale par le menu* (1989), faisant état des dernières fouilles archéologiques, et la collection documentaire *Patrimoine archéologique de Montréal*, dont le premier tome porte sur le site extrêmement riche de la place Jacques-Cartier.



Deux brochures, l'une portant sur l'histoire du quartier, l'autre sur son architecture, sont éditées en 1981. Leurs contenus sont fusionnés, en 1992, en une nouvelle brochure intitulée *Vieux-Montréal – Circuit de visite*. Enfin, en 1997, on publie *Découvrez le Vieux-Montréal*, brochure qui, en 36 pages et plus de 150 photographies couleur, met en lumière le fascinant collage des six époques historiques qui marquèrent et marquent encore le Vieux-Montréal. On trouve ce précieux guide dans les musées du vieux quartier et au kiosque d'information de la place Jacques-Cartier.

UN LIVRE SYNTHÈSE À GRAND SUCCÈS

Aboutissement de 25 ans de recherches, de réflexions et d'interventions sur le terrain, on publie, en 2004, *L'histoire du Vieux-Montréal à travers son patrimoine*. Cet impressionnant ouvrage de plus de 300 pages intégrant 270 photos et illustrations, dont 130 inédites, revisite l'histoire du quartier en puisant aux témoignages physiques qu'y ont laissés les gens et les événements. Véritable succès d'édition, ce livre magnifique, offert en librairie et dans les musées du Vieux-Montréal, voit ses 5000 premiers exemplaires s'envoler en moins de cinq mois. L'édition en langue anglaise *Old Montreal – History through Heritage* est désormais en librairie.

DES CLÉS DE VISITE

Faire découvrir le vieux quartier, en faire comprendre l'histoire et l'évolution a conduit à la conception de nouveaux outils dont, depuis 1996, *La carte officielle du Vieux-Montréal*, tirée à 400 000 exemplaires et offerte gratuitement au Centre Infotouriste du centre-ville de Montréal, au kiosque d'information touristique de la place Jacques-Cartier et dans un réseau de 50 présentoirs localisés dans le Vieux-Montréal, notamment au marché Bonsecours. Ce dépliant en langues française et anglaise est le principal outil d'accueil du quartier historique, renseignant les touristes et visiteurs sur ses attraits patrimoniaux, son circuit lumière et ses nombreux musées.

Pour ceux et celles qui préfèrent une redécouverte, à pied, des plus beaux lieux de mémoire du quartier historique, un circuit officiel de visite guidée du Vieux-Montréal a été conçu par des professionnels du Ministère, de la Ville, du Centre d'histoire de Montréal et Guidatour : www.guidatour.qc.ca

www.vieux.montreal.qc.ca

Premier prix du concours international *Stockholm Challenge Award 2001*, catégorie *Culture*, le site Web du Vieux-Montréal connaît un succès phénoménal. Comptant quelque 14 500 visiteurs par mois en 2000, il en accueillait 50 000 mensuellement, en 2004.

D'abord conçu pour diffuser de l'information historique et patrimoniale « grand public », le site a été l'occasion d'informatiser l'inventaire architectural du Vieux-Montréal, d'y intégrer l'ensemble des recherches des années 1980 et 1990, de même que les nouvelles connaissances émergeant des recherches effectuées spécifiquement pour ce site depuis 1999.

On y trouve des renseignements sur les 580 immeubles du Vieux-Montréal, les fortifications, l'art public, les rues, les places, les personnages, les événements historiques... et autres informations fort utiles aux curieux, aux spécialistes et aux intervenants du milieu scolaire.

LE VIEUX-MONTRÉAL EN SIX TEMPS URBAINS

Se superposant, s'entrecroisant, six époques historiques ont façonné l'identité du Vieux-Montréal. Et chaque époque a conjugué ses fonctions militaire, culturelle, politique, religieuse, civique et économique de façon tout à fait particulière.

1642-1685

Ville-Marie,
avant-poste
catholique



35

1685-1800

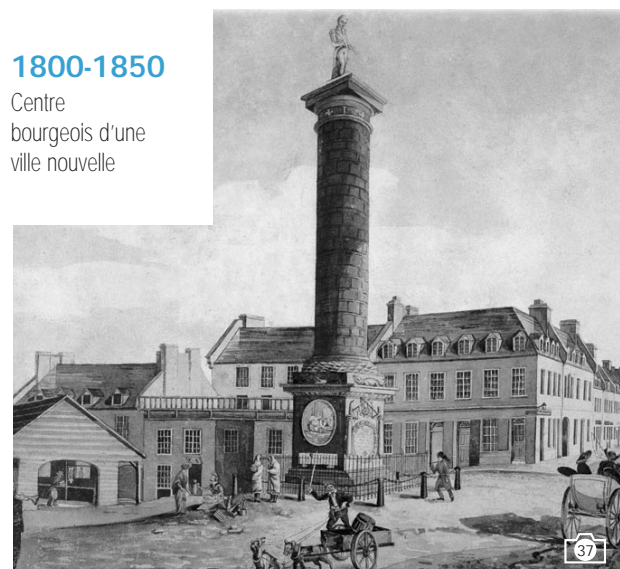
Ville fortifiée
et tête de pont
continentale



36

1800-1850

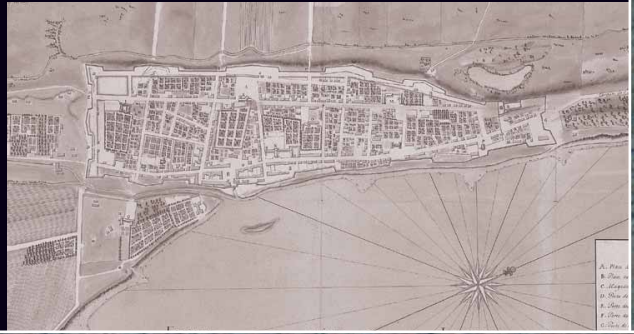
Centre
bourgeois d'une
ville nouvelle



37

Photos tirées du livre: *L'histoire du Vieux-Montréal à travers son patrimoine*.

17
25



- 1 Hôtel de ville de Montréal
- 2 Chaussegros-de-Léry
- 3 Musée du château Ramezay
- 4 Édifice Lucien-Saulnier (vieux Palais de Justice)
- 5 Édifice Ernest-Cormier (nouvelle Cour d'appel du Québec)
- 6 Nouveau Palais de Justice
- 7 Colonne Nelson
- 8 Résidence de Vaudreuil (vestiges en sous-sol)
- 9 Porte du Gouvernement (vestiges en sous-sol)
- 10 Hôtel Rasco
- 11 Immeuble Le Royer/Saint-Claude
- 12 Marché Bonsecours
- 13 Chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours
- 14 Maison Pierre-Du-Calvet
- 15 Maison Papineau
- 16 Gare Dalhousie
- 17 Tour de l'Horloge
- 18 Restaurant Les Remparts (vestiges des fortifications)
- 19 Cours Le Royer
- 20 Édifice Canada Life
- 21 Centre de commerce mondial de Montréal
- 22 Ruelle Chagouamigon
- 23 Pointe-à-Callière, Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal
- 24 Entrepôts Bouthillier, dits « Écuries d'Youville »
- 25 Centre d'histoire de Montréal
- 26 Hôtel Gault (ancien magasin-entrepôt)
- 27 Maison de mère d'Youville
- 28 Le 1 McGill

20
05



1850-1880

Vitrine du capitalisme industriel



1880-1950

Cœur de la métropole du Canada



1950 à aujourd'hui

Cité historique





FAUT-IL RECONSTRUIRE À L'IDENTIQUE ?

Musée Pointe-à-Callière

Dès les premiers balbutiements de l'Entente, se pose la grande question de la pertinence, sinon de la nature même, de l'intervention, tant urbanistique qu'architecturale. Faut-il reconstruire à l'identique, comme dans la Vieille Capitale ? Faut-il choisir une strate historique au détriment des autres, et selon quels critères ? Faut-il, au contraire, tabler sur la multiplicité des expressions propres à chaque période, respecter le bâti existant et le marquage de l'histoire, tout en réaffirmant haut et fort la légitimité du geste contemporain ?

Le Vieux-Montréal, contrairement au Vieux-Québec, n'est pas un tout homogène. On y trouve une disparité d'architectures, de styles et de fonctions, directement reliée à son passé de centre-ville, d'où la difficulté à déterminer le « style montréalais » à privilégier. D'autant qu'à l'époque des premières interventions, le Vieux-Montréal, c'était le champ de bataille ! Il y avait pas mal de terrains vacants et, donc, beaucoup de possibilité de construire. Ce qui posait un problème archéologique, mais surtout un problème d'intégration architecturale. Mais, puisqu'il nous a semblé qu'il fallait, à cause même de cette succession ininterrompue d'époques et de styles, laisser, nous aussi, témoignage de la période actuelle, nous avons pris le parti et fait le pari de l'affirmation claire du geste contemporain !

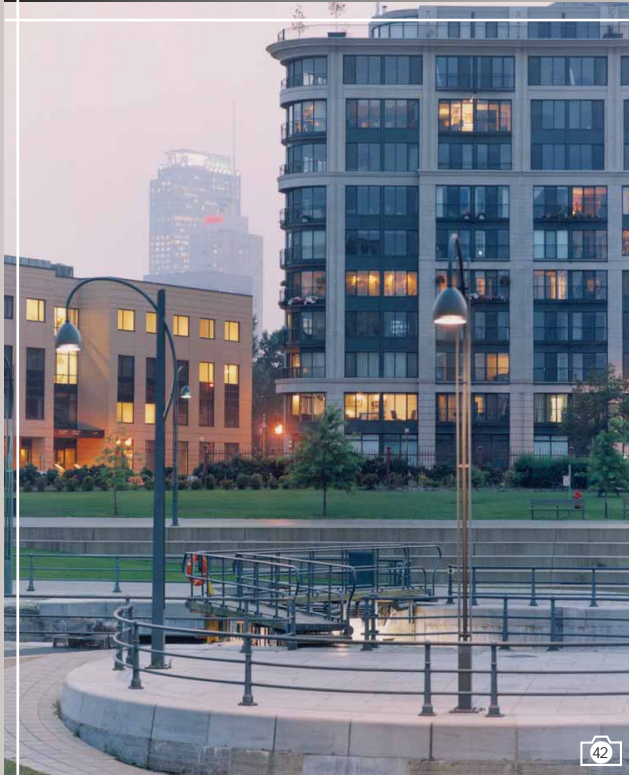
Pour peu qu'on tienne compte de la volumétrie, du rythme entre les vides et les pleins, de la couleur des matériaux, nous sommes très ouverts à ce qu'une signature particulière, contemporaine, soit inscrite dans le bâtiment. Pour qu'à la lecture, on puisse se dire : « Voilà ce qui a été construit à telle période, mais voici comment, trois siècles plus tard, on a choisi d'intervenir. » Restaurer, ce n'est pas arrêter le temps ! L'intervention sur le bâti, c'est une architecture qui parle de son époque tout autant que la création pure !

Monique Barriault ¹⁷

Une question de vocabulaire !

Autant pour Pointe-à-Callière que pour le 1 McGill, j'ai eu de la difficulté à faire passer ces projets-là. En insertion, les enjeux sont l'implantation, l'alignement aux bâtiments voisins, la hauteur, le gabarit, la volumétrie, les matériaux et le vocabulaire. Or, dans le cas de Pointe-à-Callière, c'est l'alignement du bâtiment original, c'est le gabarit du bâtiment original, ce sont les matériaux du bâtiment original. La seule chose sur laquelle on a joué, c'est sur le vocabulaire, parce qu'on est 350 ans plus tard et qu'on a fait, en 1992, un bâtiment qui parle de tout ce temps passé. Donc, les fenêtres ne sont pas alignées, l'ordre classique n'est pas respecté parce qu'ici – et c'est le propre d'une écriture très actuelle – la forme suit la fonction ! Si la pièce doit être sombre, il n'y aura pas de fenêtre. Si on veut montrer les vestiges depuis la rue, le mur sera transparent !

Clément Demers ¹³



1 McGill

Pour chaque dollar investi, le privé en a mis six!

VIEUX-MONTRÉAL : PARI TENU!

Quelques chiffres :

Dans le cadre de l'Entente signée en 1979 et reconduite en 82, 85, 89, 91, 95 et 2000, le Ministère et la Ville ont investi, en parts égales, quelque 255 millions \$, en dollars constants, pour l'ensemble de l'intervention soit, essentiellement, pour la réfection des places publiques, la restauration des bâtiments municipaux patrimoniaux, le Plan lumière et le programme d'aide à la restauration des propriétés privées.

PROFIL DES RÉSIDANTS :

On compte actuellement 3 800 résidants, contre 550 en 76.

Selon le recensement de 2001, quelque 61 % d'entre eux ont entre 34 et 59 ans.

Ce sont majoritairement des hommes (58 % pour le Vieux-Montréal, contre 48 % dans la Ville de Montréal).

Ils vivent seuls (57 %) ou en couple (34 %). Moins de 8 % des ménages compte plus de 3 personnes.

Ils sont majoritairement propriétaires de leur appartement (52 % contre 36 % pour Montréal).

Plus de 60 % des résidants de plus de 20 ans détiennent un baccalauréat ou un diplôme supérieur, contre 23 % pour Montréal.

Leur revenu moyen, en 2001, atteignait 61 551 \$.

PROFIL IMMOBILIER DU QUARTIER :

On enregistre, entre 1995 et 2004, une augmentation de 54 % de la valeur foncière globale.

Dans le secteur non-résidentiel, l'augmentation se chiffre à 24 %, mais à 253,5 % pour le secteur hôtelier.

Le nombre de chambres atteint 1 133, soit cinq fois plus, en cinq ans à peine.

Quelque 35 000 travailleurs s'y affairant tous les jours.

On y compte de 13 à 15 millions de visites chaque année.

Les résultats très tangibles de l'Entente apparaissent assez rapidement. Dès 1988, on constate que le nombre de logements a quadruplé et quelque 25 projets publics et privés d'une valeur globale 755 millions \$ sont annoncés ou en phase de réalisation.

Puis, à Noël 1989, le marché immobilier mondial implose. Le développement résidentiel s'en trouve bloqué, la vocation multifonctionnelle du Faubourg des Récollets, le rôle et l'existence même des sociétés paramunicipales, remis en question. Il faut, en cette période creuse, redéfinir des vocations. Heureusement, les instances politiques gardent le cap et, par-delà les alternances du pouvoir, poursuivent, reconduisent, améliorent l'Entente, sans discontinuer ni soulever d'opposition.

En 1992, la célébration du 350^e anniversaire de la fondation de Montréal sera, pour la Ville, une belle occasion de solliciter la participation des gouvernements supérieurs à des travaux de grande envergure, tels la construction du musée Pointe-à-Callière et l'aménagement du Vieux-Port, du Champ-de-Mars et du Parc des îles.

Le développement du Vieux-Montréal est fortement avantagé par toute une série d'actions posées en prévision d'un cycle immobilier haussier. Il doit beaucoup aux ressources et efforts consentis à la création d'une masse critique, tant démographique que financière, propre à provoquer les choses et à freiner une décrépitude certaine en envoyant un message clair. On mise d'abord sur la revalorisation du domaine public : les places, les rues, le Plan lumière. Grâce à des programmes d'aide à la restauration, on donne un coup de pouce au secteur privé sans lequel toute l'opération eut été, sinon futile, du moins compromise, car, pour chaque dollar investi dans le cadre de l'Entente, le privé en a mis six!

Pour réaliser l'Entente, ça prenait de la vision et du génie! Intervenir nous-même sur les bâtiments anciens était accessoire. Ce qu'il fallait, c'était changer le contexte afin que les gens du privé ou du public ou en partenariat, interviennent eux-mêmes. Il fallait fournir les conditions gagnantes. En termes de support au développement immobilier, l'Entente est un succès phénoménal!

Clément Demers¹³

On a atteint nos objectifs. Évidemment, il y a encore des choses à faire, mais c'est un acquis incontestable! On a développé des expertises, autant au Ministère qu'à la Ville, et on a fait beaucoup de progrès du côté de la conscience patrimoniale. Même les promoteurs, quand on leur demande de payer une partie des fouilles archéologiques, rouspètent moins et, bien souvent, c'est compris dans la planification des projets. Quand on veut afficher un cachet ancien pour mousser son commerce, il faut être prêt à en payer le prix!

Monique Barriault¹⁷

L'Entente a créé un consensus chez tous les acteurs, les gens du secteur public, les petits propriétaires, les architectes, les designers, les gens de l'économie... parce que ça touchait directement l'image, la valeur, le potentiel d'investissement, le potentiel touristique et hôtelier...

Ce n'était pas facile d'intervenir sur un quartier de cette ampleur-là et dans cet état d'abandon. On savait qu'il faudrait au moins 20 à 25 ans avant que ça paraisse vraiment! Et ce qui me fascine, c'est que c'est, précisément, le temps que ça a pris, une génération! Mais, il y a un sacré travail d'équipe dans tout ça! La meilleure preuve, c'est que des ententes comme ça, ça ne dure pas 25 ans! Ça a tenu le coup grâce à l'évident sens collectif d'un certain nombre de personnes qui ont, continuellement, bouloigné, consolidé, ré-aligné l'Entente.

Pierre Ouellet⁴

On a été long à comprendre que le Vieux-Montréal, c'était la grande richesse de Montréal. Des trous dans le tissu urbain, il en reste! Il manque encore 1 500 résidants. Il y a de plus en plus de projets dispendieux et il manque de projets localifs. Et ça peut avoir des effets pervers. Car, tout ce que le marché regarde, c'est combien ça rapporte! Il y a aussi les propriétaires qui attendent sans rien faire, qui spéculent sur le temps. Ce qu'il faudrait, c'est une obligation d'utilisation ou de développement, sinon ça devient des nids à feu... L'obligation de déposer un projet précis, fixé dans le temps, sur cinq ou dix ans. À moins qu'on passe par la contrainte fiscale. Si tu laisses croupir, ça te coûte de l'argent. Autant mettre ça sur l'entretien!

Georges Coulombe¹⁰



Immeuble Le Royer/St-Claude

Ça prenait de la vision et du génie!

LE VIEUX, C'EST L'ÂME DE TOUTE LA VILLE



Hôtel Gault



Pour une restauration bien faite, bien intégrée, inspirée !

L'EXPLOSION DE LA PETITE HÔTELLERIE

L'amélioration notable de la qualité du milieu de vie provoque bientôt la renaissance du quartier et stimule le développement du secteur de la petite hôtellerie. Faisant appel aux ministères du Tourisme et de la Métropole, la Société de développement de Montréal (SDM) a donc pu arrimer un programme de subvention à la reconversion d'édifices patrimoniaux, souvent désaffectés ou en mal de vocation, en petits établissements hôteliers. Contribuant directement au dynamisme du quartier en lui assurant une bonne présence touristique tout au long de l'année, cette augmentation de l'offre hôtelière a pour effet structurant de favoriser la diversité des commerces et l'expansion de leurs heures d'ouverture.

L'atmosphère a changé depuis 30 ans. Les boutiques, les marchands. Je détesterais n'avoir que du haut de gamme, comme dans les vieux quartiers de Rome, Florence ou Paris, mais ici, le mélange est bon. Le trafic de l'été, c'est un peu difficile, je n'ouvre pas les fenêtres de ce côté-là mais, dans la cour, c'est comme si j'étais à la campagne... Et, de temps en temps, un événement, un festival qui fait du bruit, mais c'est normal ! Quand on est au cœur de la vie, faut pas s'étonner d'être parfois bousculé !

Phyllis Lambert ¹²

Au début de l'intervention, je me suis impliquée dans les groupes de résidents, j'ai essayé honnêtement de m'intégrer, mais, à la fin, je trouvais que c'était peine perdue. Surtout avec ce qu'ils ont fait du Vieux-Port. On dirait Coney Island²⁸ ! Je rêvais d'un Vieux-Montréal respectueux de ses pierres et de ses traditions, mais aménagé avec des moyens très actuels, dans la plus grande austérité, la plus grande simplicité de design... La technique et l'art au service des vieilles pierres, parce que ce qu'il y a de plus beau, dans ce quartier, c'est la lumière... J'accède toujours à la rue de la Commune en venant par McGill. À chaque fois, c'est un ravissement ! C'est encore la plus belle rue que j'ai jamais vue !

Madeleine Arbour ⁸

Les tout premiers baisers volés, ruelle Chagouamigon, la première neige, place Jacques-Cartier, moments magiques... Ma relation avec le Vieux-Montréal est cyclique. J'y ai vécu, j'y ai travaillé, j'y ai eu des boutiques. Maintenant, c'est le grand retour. Je viens d'acheter cette maison, rue Berri, devant le square Dalhousie. Quand je sors de chez moi, j'ai toujours l'impression d'être en vacances. Sur le pas de ma porte, il y a le quai de l'Horloge, le port... Mais, ma maison est très moderne, parce que dire le présent, ici, est essentiel. Parce que le Vieux-Montréal, c'est autre chose qu'une simple carte postale : Le Vieux, c'est l'âme de toute ma ville, de toute ma vie !

Jean-Claude Poitras²⁹



L'idée initiale était de trouver un bâtiment qui permette une transformation durable, grâce à sa valeur patrimoniale et à celle du concept qu'on pourrait y développer. On cherchait un lieu en retrait de l'effervescence, dans un coin résidentiel, moins commercial. Pour l'hôtel Gault, nous avons eu droit à une subvention. On a donc décidé d'y aller dans la qualité, en respectant les contraintes, parfois énormes. Sans subvention, c'est sûr qu'on n'aurait pas mis les mêmes sommes ni, surtout, les mêmes efforts. C'est toute la différence entre une restauration « correcte » et une restauration bien faite, bien intégrée, inspirée !

Ghislain Langlois ³⁰

Maintenant, il y a 1 100 chambres d'hôtel et d'auberge dans le Vieux-Montréal, c'est 1 500 à 2 000 personnes par jour, en été, qui ont envie de marcher dans les rues, d'aller au restaurant, dans les boutiques, dans les musées... Et, c'est merveilleux, plus de la moitié en hiver, à cause de la beauté de la vieille ville sous la neige, avec les lumières et l'animation... Depuis plus de 30 ans, je répète dans tous les comités et devant toutes les instances qu'il faut du monde dans les rues le soir, hiver comme été. Du vrai monde qui y vit, qui y mange, qui y habite temporairement ou à l'année, mais du monde. Sinon, on oublie ça. Personne ne pourra y vivre et personne ne pourra en vivre.

Costa Antonopoulos ¹¹

La tentation est grande de déclarer le Vieux-Montréal définitivement sorti du marasme. Il reste pourtant bon nombre de terrains vacants et d'immeubles inoccupés, difficilement convertibles. Puisqu'il n'est pas question de laisser disparaître ces derniers, il faudra trouver des solutions et des ressources nouvelles afin de consolider le vieux quartier dans son identité sans l'emmurer dans son image.

EFFETS PERVERS OU RISQUES CALCULÉS ?

Les premières phases de développement, si elles permettent de résoudre des problèmes, en créent souvent de nouveaux, tels que multiplication des commerces pour touristes et boutiques saisonnières, trop plein de visiteurs, de voitures, de bruit ou... boom immobilier intempestif ! La récente réintégration du Vieux-Montréal dans la dynamique économique du centre-ville le rend plus sensible aux forces du marché et, spéculation oblige, aux risques d'une sur-densification du bâti.

La préservation du patrimoine est, par ailleurs, une tâche sans fin. Les immeubles restaurés vieilliront encore. Le calcaire gris de Montréal, la pierre d'Écosse, l'ardoise et le granit, le cuivre des corniches, le fer, le bois, le verre seront toujours fragiles au passage du temps. Les vieux murs, les vestiges, les trésors mis au jour, vulnérables dès lors qu'ils sont exposés, exigeront un effort d'entretien constant et très spécialisé. Il faudra donc sophistication des instruments d'intervention et demeurer vigilant dans la gestion du bien commun, de l'héritage collectif qu'est le Vieux-Montréal.

HORS VIEUX-MONTRÉAL

LA CONNAISSANCE DU TERRITOIRE

Si, depuis le début de l'Entente, une part très importante des budgets est consacrée au Vieux-Montréal, les investissements en matière d'acquisition, de développement et de diffusion de la connaissance portent, dès le départ, sur l'ensemble du patrimoine montréalais.

Dès 1983, 13 fascicules publiés dans la collection *Pignon sur rue* présentent l'histoire et le développement de l'architecture des quartiers à partir des inventaires architecturaux exhaustifs déjà établis. Regroupés sous le titre *Pignon sur rue – Les quartiers de Montréal*, ils seront réédités chez Guérin, en 1991. La brochure *Les maisons de Montréal*, publiée en 1992 dans la collection *Mémoires pour l'an 2000*, trace un portrait joyeusement bigarré des habitations typiquement montréalaises.

En 1998, près de vingt ans après la signature de l'Entente, est enfin déposé *Le patrimoine de Montréal*, document de référence faisant le point sur tous les aspects du cadre bâti de la Ville et sur son patrimoine urbain et archéologique.

Officiellement lancé en juin 2003, le site www.ville.montreal.qc.ca/patrimoine ne s'attache pas qu'aux seuls grands monuments. Il fournit tous les renseignements afférents aux demandes de permis, aux règles et interdits, aux recommandations d'experts et aux subventions. Inventaire sélectif de bâtiments et de secteurs sous protection, ce site dépasse largement les limites du Vieux-Montréal et reflète la diversité du patrimoine montréalais. On y découvre donc des informations touchant tous les immeubles classés par le Gouvernement du Québec ou cités par la Ville.

Enfin, on trouve dans le site Web du ministère de la Culture et des Communications, www.mcc.gouv.qc.ca/pamu/biens-culturels/, un répertoire exhaustif des biens culturels et arrondissements du Québec.

L'INTERVENTION

Jusqu'en 1995, le ministère de la Culture et des Communications est seul à donner un coup de pouce financier à la restauration des monuments et bâtiments « classés » hors Vieux-Montréal. Forte de l'expertise acquise dans le Vieux-Montréal, la Ville décide d'y joindre ses efforts, à condition que puissent s'inscrire à ce nouveau programme tous les monuments et bâtiments patrimoniaux « cités » (statut accordé par la Ville), tout autant que « classés » (statut accordé par le Ministère). La Ville s'attachera d'abord à la restauration de ses propres immeubles, mais soutiendra également les propriétaires privés. C'est la première fois qu'une ville investit de la sorte au Canada.

Plusieurs bâtiments municipaux d'intérêt patrimonial ont fait l'objet de restauration, complète ou partielle, selon les besoins. C'est le cas, notamment, de la **chapelle historique du Bon-Pasteur**, monument classé qui fut transformé en Maison de la culture. Restaurée de fond en comble et dotée d'un certain nombre d'équipements des plus perfectionnés, elle est dédiée à la musique classique. L'intervention fut plus modeste au **Fort de l'île Sainte-Hélène** où il suffit, pour protéger les collections du Musée Stewart, de retaper un vieux toit qui fuyait.

Le **chalet de la Montagne** a, chose rare, bénéficié d'une restauration tant intérieure qu'extérieure, afin de préserver les peintures ornant la partie supérieure des murs. Réalisées en 1929, dans le cadre des travaux visant à amoindrir l'impact économique du krach boursier, certaines de ces fresques portent la signature de Marc-Aurèle Fortin³¹.

LE CHÂTEAU DUFRESNE

Le château Dufresne est un monument historique classé par Québec et, à ce titre, l'héritage de tous les Québécois. Propriété de la Ville de Montréal qui en assure l'entretien, c'est aussi un bien patrimonial collectif de tous les Montréalais. C'est enfin un équipement culturel relevant de l'arrondissement et, donc, au service des résidents du territoire. Bellement restauré après le déménagement des collections du Musée des arts décoratifs, il abrite désormais un musée d'histoire.

LA MAISON BEAUDRY

Ancienne maison de ferme de Pointe-aux-Trembles, la maison Beaudry est un bel exemple d'architecture vernaculaire. Propriété de la Ville et classée monument historique depuis fort longtemps, elle est presque vide jusqu'à sa restauration et sa transformation en lieu d'exposition, en 1996. En cours de travaux, on retrouve derrière les crépis, une fresque naïve, œuvre de l'un des anciens résidents.

LES ANCIENS CINÉMAS

Deux cinémas patrimoniaux profiteront également de subventions dans le cadre de l'Entente : le Théâtre Impérial, qui conservera sa vocation, et le Théâtre Corona qui deviendra salle de spectacle.

LA REDPATH

L'usine Redpath, un des plus beaux ensembles du patrimoine industriel du Canal Lachine, a fait l'objet, en raison même de son état de délabrement avancé, d'une action ciblée de quelque 2 millions \$ de la part des partenaires de l'Entente, afin d'assurer la conservation de la structure et de l'enveloppe extérieure.



Restauration, château Dufresne



Château Dufresne



Maison Beaudry



Ancienne usine Redpath

LA CULTURE AU QUOTIDIEN



Le milieu artistique ethno-culturel était venu manifester, en 1989, sous les fenêtres du Ministère, parce qu'il se sentait, à toute fin pratique, exclu de tout le système financier du Ministère. La Ville elle-même nous a alors clairement démontré qu'il y avait des communautés culturelles bien vivantes à Montréal et des artistes exprimant, dans leur propre langage créateur, toutes ces diverses réalités-là. Elle nous a permis de constater qu'ils étaient moins bien soutenus, recevaient moins d'aide et moins de bourses que les autres, souvent, parce que pas encore bien intégrés dans les réseaux de performance et de diffusion. On a donc décidé d'aider directement, dans le cadre de l'Entente, au maillage et à l'intégration de ces artistes.

Monique Barriault¹⁷

Nous avons créé, en 1995, des programmes d'accès et d'animation favorisant le rapprochement entre l'artiste et le public et, à partir de 1997, des programmes proposant aux Maisons de la culture un soutien financier pour leurs projets d'animation et de sensibilisation du public. Car il faut favoriser la fréquentation de tout ce que la Ville offre, tant chez les diffuseurs culturels que dans les bibliothèques. Il faut rejoindre les populations.

Mais, en interculturel, le gros du travail reste encore à faire. C'est crucial que les communautés et leurs artistes, qui représentent près de 40% de la population montréalaise, puissent s'intégrer aux pratiques et circuits culturels. Parce que ces communautés, depuis plus d'un siècle qu'elles sont là, sont créatrices, elles aussi, de culture et de patrimoine, d'histoire et d'urbanité proprement montréalaises.

Paul Langlois³²



Incarnation identitaire, matière première historique et patrimoine en devenir, la culture unique et multiple qui foisonne quotidiennement au cœur de notre Cité, ne pouvait restée bien longtemps en marge de l'Entente. D'autant que, depuis le milieu des années 80, la Ville assumait seule, une première au Québec, le financement de son réseau des Maisons de la culture.

Élargissant le domaine d'intervention de l'Entente aux domaines culturel et interculturel, le Ministère et la Ville concluent donc, en 1992, un accord sectoriel favorisant, entre autres, l'intégration par le milieu culturel de la dimension interculturelle dans ses pratiques professionnelles. Dès la première année, une vingtaine de projets novateurs ont été, grâce à cet accord, réalisés par les organismes culturels de la métropole.

En 1995, dans la foulée de la *Politique culturelle du Québec* qui identifie clairement les municipalités comme levier incontournable à toute action en matière de culture, la Ville et le Ministère conviennent d'un nouveau cadre de partenariat plus global et signent la *1^{re} Entente de développement culturel de Montréal*. Outre les mesures liées au renforcement du caractère distinctif du Vieux-Montréal, la nouvelle entente vise l'affirmation de l'identité culturelle montréalaise, le soutien aux organismes culturels et le développement de l'accès et de la participation de tous les citoyens aux arts et à la culture.



L'Entente reconnaît ainsi la place considérable qu'occupe Montréal dans l'espace culturel national et international. Elle souligne l'importance structurante de la culture pour cette métropole pluriethnique qui, déjà dotée d'un patrimoine et d'un héritage culturel exceptionnels, a su développer ses propres réseaux de production et de diffusion, et accueillir moult créateurs, artistes et artisans d'ici et d'ailleurs, organismes culturels et interculturels, institutions nationales et internationales de grande envergure, ainsi que la majeure partie des industries culturelles québécoises.

Enfin, elle reconnaît Montréal comme véritable « bouillon de cultures » et creuset identitaire de première ligne où toutes les communautés ethno-culturelles doivent pouvoir non seulement avoir accès mais contribuer pleinement à la culture commune.

L'Entente et ses récentes reconductions privilégient une stratégie large qui s'articule sur une série de programmes accessibles à tous les organismes culturels, qu'ils soient ou non issus des communautés ethno-culturelles, et favorisant l'ouverture de nouveaux publics aux arts et à la culture, et l'échange d'expertises entre organismes culturels professionnels.



L'ACCÈS AUX ARTS ET À LA CULTURE

Contrairement aux régions qui doivent passer outre les inconvénients de l'éloignement géographique, la métropole, grande productrice de culture, doit contrer l'éloignement social, économique et culturel d'une population de plus en plus polarisée et sectorisée. Montréal, qui accueille plus de 80 % de l'immigration et gère une bipolarité linguistique, compte à la fois les gens les plus scolarisés et la plus forte proportion d'analphabètes, les citoyens les plus riches mais aussi les plus pauvres du Québec. Le risque de rupture entre la production culturelle de pointe et son public naturel y est bien réel.

La reconnaissance et le rayonnement de la culture montréalaise sur son propre territoire est donc au cœur de l'Entente de 1995 qui donne aux organismes culturels les moyens de rejoindre leurs publics et ouvre aux Montréalaises et Montréalais de toutes origines et de toutes conditions un plus large accès aux productions culturelles d'ici. Plus de 500 projets ont été réalisés dans le cadre de l'Entente, par le biais de trois programmes.

LES BIBLIOTHÈQUES

Parce ce qu'elles sont un organe de première ligne dans la diffusion du Savoir et de la Culture, un lieu d'acclimatation et d'intégration interculturelle, certaines bibliothèques de quartier ont pu bénéficier d'un soutien financier tant pour la construction et l'aménagement de leurs locaux que pour l'achat d'équipements informatiques.

LE PROGRAMME COMMERCE DESIGN MONTRÉAL

Dans la foulée du Rapport Picard³⁵ qui identifiait le design comme grand axe stratégique du développement de Montréal, la Ville s'est dotée, en 1992, d'un commissaire au design. En 1999, l'Entente ouvrait la porte au programme **Commerce Design Montréal** qui, par voie de concours, récompense l'excellence de la production des designers québécois en matière d'aménagement commercial.



Le **Programme de soutien au développement des organismes culturels montréalais** prône l'élargissement des publics en soutenant les initiatives de sensibilisation des citoyens, de diffusion du patrimoine et de mise en marché d'activités et de produits culturels des organismes montréalais. En outillant la mise en commun des ressources et des investissements en promotion du patrimoine, on offre une aide efficace aux organismes œuvrant en recherche et animation sur le patrimoine vivant et intangible tout autant que sur le bâti. En matière d'animation culturelle, on élargit l'accès aux arts et à la culture par la mise en place d'activités favorisant la rencontre des artistes et des organismes culturels avec la communauté locale.

Le **Programme de soutien à l'interculturalisme** promeut les échanges d'expertises et la collaboration durable entre les organismes culturels et le réseau professionnel établi, de même que la diffusion des produits culturels auprès des publics ethno-culturels, notamment le jeune public. Ces dernières années, plusieurs activités d'animation et d'exposition se sont articulées sur les grands thèmes proposés par l'UNESCO, ouvrant la voie à des programmations d'événements thématiques comme *La montagne, la forêt, l'arbre*, en 2003, et *Eaux Vives, regards croisés*, en 2004.

Enfin, le **Programme d'action culturelle** s'adresse exclusivement aux diffuseurs du réseau municipal montréalais et tend à accroître la présence d'artistes dans les quartiers. Travail de sensibilisation et d'éveil aux arts et à la culture, ce programme veut créer un premier contact et favoriser la fréquentation des jeunes aux nombreuses activités des institutions culturelles montréalaises.

Le Théâtre des Deux Mondes est la compagnie théâtrale canadienne la plus présente sur les scènes étrangères. En 31 ans, nous avons joué dans plus de 200 villes de 33 pays et dans plusieurs langues, dont le français, l'espagnol, l'allemand, l'anglais, même le russe...

Notre centre de production est situé dans Villeray, quartier pauvre et multiethnique dont les habitants ne fréquentent pas nos spectacles, faute de moyens financiers et, surtout, de sensibilisation adéquate. La seule façon d'y remédier est de mettre sur pied une activité d'animation et de développement des publics qui rejoigne nos voisins immédiats. C'est précisément ce que l'Entente permet en finançant la reprise de nos productions pour les publics d'ici et la tenue, dans les écoles et organismes communautaires du quartier, d'ateliers de théâtre, d'arts plastiques et de musique en lien direct avec le spectacle proposé.

Pierre MacDuff³³

Le collectif d'animation urbaine L'autre Montréal organise des activités d'éducation au patrimoine et des activités d'analyse urbaine, de découverte de quartier. Le seul programme d'aide qui nous soit accessible, c'est celui de l'Entente.

C'est un coup de main extrêmement précieux, mais tellement petit! Les sommes sont restées les mêmes depuis dix ans, alors que le nombre d'organismes demandeurs a augmenté, tout comme leurs besoins. Alors, je suis taraudé entre une immense reconnaissance et une profonde déception que ce programme n'ait pas beaucoup évolué. Pourtant, les citoyens, payeurs de taxes, approuveront les dépenses patrimoniales et s'impliqueront dans la préservation et la mise en valeur du patrimoine si, et seulement si, ils y sont sensibilisés.

Bernard Vallée³⁴



25 ANS...

QUAND ON Y PENSE!

I l nous a semblé que cet exercice de remise en mémoire ne pouvait être complet sans l'apport d'une vision plus large, plus profonde, plus aiguë qui n'appartient qu'aux grands penseurs de notre temps, dont Daniel Latouche, sociologue, professeur titulaire à l'INRS-Urbanisation et membre fondateur du Groupe de Lisbonne, et Serge Bouchard, anthropologue et écrivain, qui nous ont accordé une longue entrevue.

EXTRAITS D'ENTREVUE :

« Pour la Ville de Montréal, l'intérêt est évident : il fallait amener quelqu'un, n'importe qui, à payer pour la réhabilitation du Vieux-Montréal. Nous sommes, en 1975-1976, au sommet de l'ère Drapeau qui vient de connaître son Waterloo urbain avec Corrid'Art. Ils sont empêtrés dans le fiasco olympique, fiasco financier, architectural, urbanistique et, même touristique.

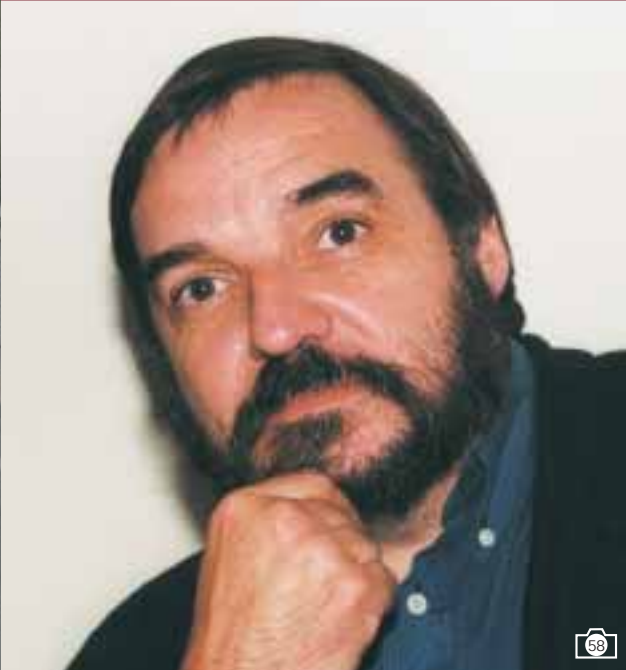
« Pour le gouvernement québécois, l'intérêt est hautement politique. Il s'agit d'éviter que la Ville vende littéralement le Vieux-Montréal au fédéral, qu'elle le laisse tout simplement disparaître, faute de moyens, ou qu'elle en fasse un aussi grand flop que Corrid'Art ou le Stade Olympique. Il faut aussi mettre fin à l'habitude historique qu'ont la Ville et le fédéral de gommer systématiquement toute référence au caractère français du Vieux-Montréal. Les vestiges de la Nouvelle-France, si on ne creuse pas, à Montréal, on ne les voit pas! Ils sont enfouis, tout simplement parce que, depuis la Conquête, on a tout fait pour ça! On a construit sur les anciennes berges, on a rasé les fortifications et aménagé le Champ-de-Mars sur leurs ruines, on a laissé flamber ou s'effondrer des pans de rue entiers pour reconstruire au goût du jour. Du Régime français, il ne reste plus grand chose. Or, le gouvernement Lévesque veut absolument sauver ce qui reste de la mémoire française à Montréal et permettre à cette mémoire de refaire surface.

F

(...) La pleine signification culturelle du Vieux-Montréal ne peut être atteinte auprès des Québécois en général et des Montréalais en particulier, qu'en s'appropriant collectivement la dimension historique de l'origine et de la croissance de l'agglomération.

Hugues Desrosiers⁷
Le Vieux Montréal, note liminaire, décembre 1978

Daniel Latouche



Les vestiges de la Nouvelle-France, si on ne creuse pas, on ne les voit pas!

« Sans cette volonté politique derrière l'Entente, jamais les fortifications n'auraient été dégagées et mises en valeur, on n'aurait pas non plus construit le Musée de Pointe-à-Callière qui est un cadeau de Québec à Montréal pour son 350^e anniversaire. Ça n'était pas nécessairement à l'ordre du jour, mais le partenaire montréalais était très conscient de cette volonté-là. Le but principal de l'Entente, pour Québec, c'était ça et ça a réussi!

« L'Entente a survécu aux bouleversements politiques parce que c'est une très bonne entente, qu'elle satisfait tout le monde, qu'elle est flexible et qu'elle a, en soi, un poids politique incontournable. Parce qu'à Montréal, grâce à l'Entente, on a eu une lecture du patrimoine et de l'urbanité patrimoniale très respectueuse de la réalité.

« La force du projet MAC-Ville tel que réalisé, c'est qu'en général, on n'a rien fait, ou presque! (éclat de rire) On a réussi à tirer profit de ce qui existait déjà, avec des interventions somme toute assez limitées. Heureusement, la plupart des grands plans, comme de construire des hôtels dans le Vieux-Port ou de retrouver les berges de la Nouvelle-France, ont échoué. Tout comme les nombreux plans pour le marché Bonsecours dont on a joliment retapé le bâtiment, sans plus. C'est très bien, parce que pour animer un édifice de cette envergure-là, mieux vaut reconstruire la vie autour et laisser se développer une vocation de réaction que d'imposer cette vocation en espérant qu'elle va ramener la vie dans le quartier.

Un style, une tentative d'expression architecturale purement montréalaise

« L'Entente a bien fonctionné parce que tout le monde, à Québec comme à Montréal, y a trouvé un intérêt politique et administratif immédiat, et parce qu'elle a été conçue et gérée dans l'intérêt de toutes les parties. Quand ça sert tout le monde, ça peut donner de très bons résultats. »

« Finalement, Montréal, dans le Vieux comme ailleurs, c'est une urbanité d'accommodement, de laisser-faire sans laisser-aller, ce qui évite le caractère faux, théâtral, des aménagements reconstruits dans la pureté historique. Cela a même donné naissance à un style, une tentative d'expression architecturale purement montréalaise qui nous offre le Musée de Pointe-à-Callière, l'édifice Chaussegros-de-Léry, le nouvel immeuble du Barreau du Québec et certains établissements dans le vieux port.

« L'urbanité de cette zone doit beaucoup à Aurèle Cardinal, architecte urbaniste, de la firme Cardinal et Hardy qui a conçu la place D'Youville et le 1 McGill. Ainsi qu'à Phil O'Brien, le dernier des vrais entrepreneurs urbains de Montréal. Parce que ça n'existe plus, des gens qui construisent plus de 2 1/2 étages sans recevoir de subvention et sans avoir tout loué ou tout vendu avant le premier coup de pelle! Donc, sans l'Entente, notre entrepreneurship n'aurait pas osé s'embarquer dans ce bateau-là!

« L'Entente a fait aussi des petits. Entre autres répercussions, la Cité du Multimédia qui, contrairement à ce que l'on croit, n'est pas juste un bon coup immobilier. Sans l'existence même de l'Entente, on ne l'aurait pas construite là, on ne l'aurait pas construite comme ça, et on n'aurait pas ramené près de 6000 emplois à la bordure immédiate du Vieux-Montréal. Ça a, de plus, réhabilité un certain nombre d'édifices et ça devrait même permettre d'ici peu d'ouvrir le quartier vers l'ouest en justifiant la destruction des emprises de l'autoroute Bonaventure et leur remplacement par un pont ordinaire, de structure plus légère.

« De fait, l'Entente a été un élément déclencheur de tout un mouvement de redéfinition de la « montréalité » par la réhabilitation « à la Montréalaise » du quartier ancien. On a évité tous les pièges des waterfronts et autres vieux ports à l'Américaine, tous les pièges des monuments de France où la pureté historique empêche toute relecture, et tous les pièges du misérabilisme qui conclut à la rentabilité culturelle de la décrépitude en se disant : « Chouette, les loyers s'écroulent, les artistes, moteurs de notre identité, vont pouvoir aller y vivre. »

« Tout cela n'est pas dû à l'Entente, bien sûr, mais sans l'Entente, du Vieux-Montréal il n'y aurait plus rien à voir et plus rien à dire! »

Daniel Latouche, sociologue

« Nous, Québécois, n'aimons pas notre terre !
Nous n'en faisons ni la recension ni la protection,
nous n'en avons pas le culte. »

Serge Bouchard

« Les sociétés connaissent toutes des mouvements cycliques de désamour envers leur passé. Cycliquement, à toutes les époques et sur toute la planète, le « vieux », l'« ancien » nous apparaît détestable, insignifiant et on l'ignore, on le délaisse, on le détruit. »

EXTRAITS D'ENTREVUE :

« Paris s'est détruite pour se reconstruire, Beijing est en train de se démanteler pour mieux renaître. Il y a, cycliquement, comme une folie du neuf. C'est que la dévaluation du « vieux » passe souvent par une surévaluation du moderne et l'on fait toujours trop confiance aux « modernes » quand on se cherche un avenir.

« Comme d'autres peuples, nous avons connu une période intense, symboliquement, dans l'immédiat après-guerre qui s'est traduite, pour la société montréalaise canadienne-française et catholique, par un éclatement vers la modernité. Mais, on n'a pas été chanceux, la nouvelle architecture des années 50-60 était franchement laide, épurée, vide, lustrée, ça a très mal vieilli, d'ailleurs.

« Pendant ce temps, personne ne savait quoi faire du Vieux-Montréal. Il est encore heureux qu'on n'ait pas décidé de tenir l'Expo 67 dans le vieux port avec plein de bulles et de cubes de béton et de verre. Dire qu'on pensait que c'était beau, cette architecture-là...

« On mesure une société à son rapport au temps, à la durée, et à son regard sur le « vieux ». La renaissance du Vieux-Montréal signifie donc que la crise est passée. Cela nous redonne une sorte d'identité ou, du moins, on est en voie de se réaccorder avec notre identité. Et avec le concept de beauté. La beauté des vieilles villes, c'est comme la beauté des paysages, ça demande une sensibilité collective particulière. Sans cette sensibilité, nous ne trouvons belles ni nos villes, ni nos terres. Nous, Québécois, n'aimons pas notre terre ! Nous n'en faisons ni la recension ni la protection, nous n'en avons pas le culte. À cause du Vieux-Montréal, on s'est retrouvé dans nos racines urbaines un peu plus vite que dans le reste du territoire, mais nous faire aimer l'Abitibi, le fleuve, la Gaspésie, les épinettes, l'hiver... ça n'a rien d'évident.

« Pouvoir se comparer est signe de santé symbolique et, pour qui a beaucoup voyagé, la ville de Montréal est belle. Très belle, même. On a pourtant tendance à, collectivement, la déprécier.

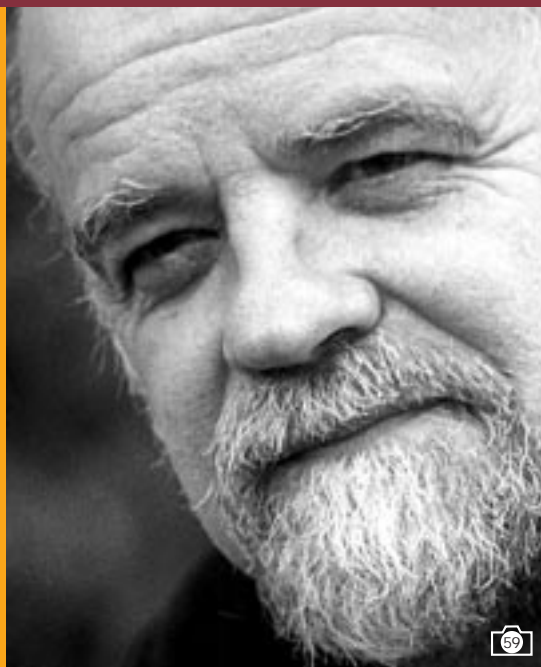
Quand on veut revaloriser le « vieux » aux yeux de ses contemporains, il faut en faire toute une histoire !

« Il faut devenir très riche en commentaire historique sur la culture urbaine. Pour les touristes, et même pour nous, quand on voit quelque chose de vieux, pour mesurer sa valeur intrinsèque, il faut pouvoir supposer sa longue histoire. Il faut donc intensifier les efforts sous le rapport historique, il faut aller beaucoup plus loin. Parce que le Vieux-Montréal ne peut être un décor sans histoire !

« Il faut donc parler aussi de l'ancienneté des rapports interculturels, parce que Montréal est, dès l'An 0 de sa fondation, un comptoir commercial à vocation bi-culturelle. Rappelons-nous que les Français, autour de Maisonneuve³⁶, n'étaient pas tout seuls ici. Il y avait des milliers d'Algonquins sur l'île et une des plus grosses communautés se trouvait juste au coin d'Atwater et Sherbrooke. On parle des Anglais, mais ce sont surtout des Écossais et beaucoup d'Irlandais, et même, dès Maisonneuve, quelques Noirs qui s'installent ici. Sans compter les multiples nations amérindiennes et les commerçants de la Nouvelle-Angleterre qui font affaires sur nos rives. Et l'on oublie souvent qu'un Italien accompagna Cavalier de LaSalle dans la vallée du Mississippi !

« De cette hybridation, Montréal a développé et su conserver une sorte de baroque interculturel qui n'a jamais été mis en valeur par le passé, mais qu'il faut absolument reconnaître et valoriser à l'avenir. Or, l'Entente s'ouvre, dans son deuxième volet, sur cette idée très riche d'interculturalité qui est au cœur même de notre identité profonde. »

Serge Bouchard, anthropologue



CRÉDITS ET SOURCES PHOTOGRAPHIQUES

Archives nationales du Québec, Fonds Paul Gouin : 8 • Cardinal Hardy : 29 • Centre de commerce mondial de Montréal : 10 • Château Dufresne : 47, 48 • Château Ramezay : 25 • Communauté urbaine de Montréal : 5 • Cramer : 14, 33, 41 • Dan Hanganu, architecte : 23 • Denis Farley : 1, 29 • Denis Tremblay : 32 • Francis Back (illustration 2001) : 35 • Jacques Grenier, *Le Devoir* : 58 • *Le Devoir* : 59 • Maison Beaudry : 49 • Marie-Ève Cardinal : 30 • Musée McCord d'histoire canadienne, collection David Ross : 37 • Nancy Dubé : 28, 43, 50 • Normand Rajotte : 3, 4, 7, 16, 27, 36, 39, 40 • Photographe masqué : 2, 13, 15, 21, 22, 24, 26, 31, 45, 46, 60 • Port de Montréal : 6 • Robert Etcheverry : 12, 42 • Robert Perron : 11, 34, 44 • Société de développement de Montréal : 20 • Ville de Montréal : 17, 18, 19, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57

CERTAINS DES PRINCIPAUX ACTEURS :

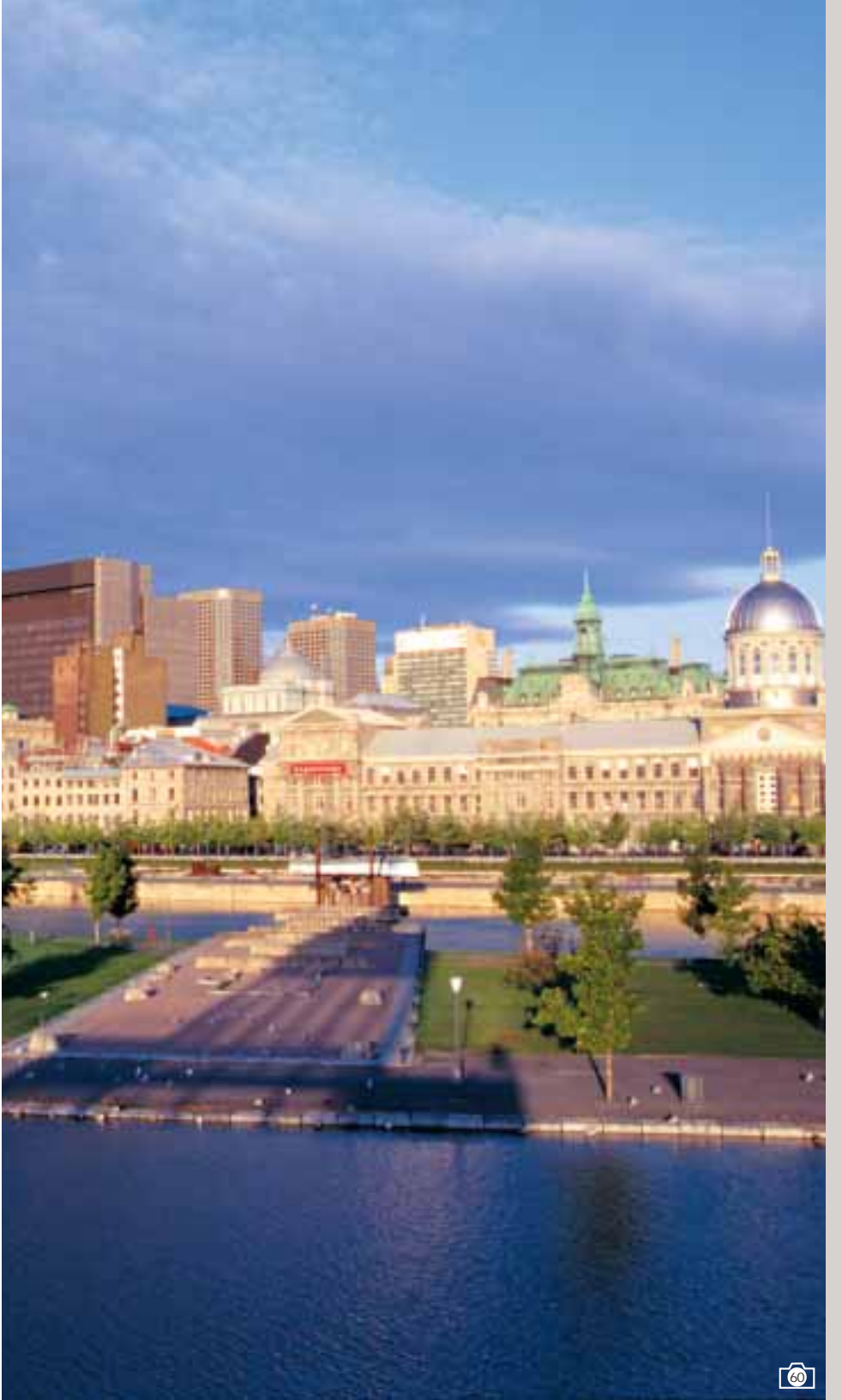
- Georges-Émile Lapalme** (1907-1985) : avocat, député libéral fédéral (1945-1950), chef du Parti libéral du Québec (1950-1958), chef de l'Opposition (1953-1960), premier titulaire du ministère des Affaires culturelles (1961-1964), président de la Commission des biens culturels (1972-1978).
- Jean-Paul L'Allier** : député du Parti libéral du Québec (1970-1976), successivement ministre de la Jeunesse, de la Fonction publique et des Affaires culturelles (1970-1976), délégué du Québec à Bruxelles (1982-1985), maire de la ville de Québec depuis 1989.
- Jean Drapeau** (1916-1999) : avocat, maire de Montréal (1954-1957, 1960-1986).
- Pierre Ouellet** : directeur du Bureau du patrimoine (1974-1978) puis de la Direction régionale de Montréal (1978-1981) au ministère des Affaires culturelles, de la SIMPA (1981-1987) et du Service d'urbanisme de la Ville de Montréal (1986-2000) ; résidant au Vieux-Montréal depuis 1985.
- Danielle Rondeau** : directrice du Bureau du patrimoine, ministère des Affaires culturelles (1978-1987), vice-présidente, Société de développement du Centre de commerce mondial (1987-1992), haut fonctionnaire à la SHDM, puis à la Ville de Montréal (1993 à aujourd'hui).
- Gilles Morel** : directeur du Bureau de promotion et de mise en valeur du Vieux-Montréal, à la Société de développement de Montréal (SDM), et secrétaire permanent du Comité de coordination du Vieux-Montréal depuis 1995.
- Hugues Desrosiers** : architecte, chef de division au Service d'urbanisme de la Ville (1963-1974), intégré, en 1975, au Bureau du patrimoine, puis, en 1978, à la Direction régionale du ministère à Montréal ; au service de la SIMPA de 1983 à 1992 ; auteur de l'analyse et des recommandations qui servent de fondement à l'Entente.
- Madeline Arbour** : pionnière des arts visuels, du design d'intérieur et de la communication ; signataire du Refus global (1948) ; première femme présidente du Conseil des arts de la communauté urbaine de Montréal (1989-1990) ; résidente du Vieux-Montréal de 1965 à 1995.
- Denis Vaugeois** : éditeur et historien ; député du Parti Québécois (1976-1981) ; ministre des Affaires intergouvernementales (1976-1978), des Affaires culturelles, puis des Communications (1978-1981).
- Georges Coulombe** : promoteur immobilier spécialisé depuis 30 ans dans l'acquisition, la restauration et la gestion d'édifices patrimoniaux du Vieux-Montréal, pour des fins résidentielles et commerciales.
- Costa Antonopoulos** : hôtelier et restaurateur établi dans le Vieux-Montréal depuis 1973 (Hôtel Place d'Armes, Auberge du Vieux-Port, Hôtel Nelligan et quelques restaurants, dont Les Remparts).
- Phyllis Lambert** : architecte de réputation internationale ; fondatrice (1989) et directrice du Centre canadien d'architecture (CCA) ; auteure de nombreux ouvrages sur la préservation en architecture ; résidente du Vieux-Montréal depuis 30 ans.
- Clément Demers** : architecte et urbaniste ; directeur adjoint du Service de l'urbanisme de la Ville (1986-1987) ; directeur de la SIMPA (1987-1994) ; directeur général associé du Quartier International de Montréal depuis 1997.
- René Lévesque** (1922-1987) : journaliste ; homme politique ; président fondateur du Parti Québécois (1968) ; premier ministre du Québec (1976-1985).
- Maurice Desnoyers** : architecte principal de nombreux projets réalisés dans le Vieux-Montréal, dont le Cours Le Royer ; prix d'honneur national 1977 pour sa contribution remarquable à la conservation du patrimoine.
- Louis de Buade**, comte de Palluau et de Frontenac (1622-1698) : gouverneur de la Nouvelle-France (1672-1682, 1689-1698) ; au général anglais William Phips qui assiégeait Québec en octobre 1690, il répliqua « Je n'ai de réponse à lui faire que par la bouche de mes canons ! ».
- Monique Barriault** : archéologue ; au service du gouvernement fédéral jusqu'en 1979, puis à celui du ministère des Affaires culturelles ; mène les fouilles de la place Royale en 1980 ; directrice régionale du ministère à Montréal (1994-2003) ; directrice générale des régions depuis 2003.
- Pierre Bourque** : ingénieur horticulteur ; haut fonctionnaire municipal (1969-1994), maire de Montréal (1994 à 2001) ; chef de l'Opposition depuis 2002.
- Guy Pinard** : journaliste à *La Presse* (1961-2001) ; auteur de *Montréal, son histoire, son architecture*. Éd. La Presse / Éd. du Méridien, 1987-1995. 6 vol.
- Jean Doré** : avocat et journaliste ; maire de Montréal (1986 à 1994).
- Liza Frulla** : députée libérale à l'Assemblée nationale (1989-1998) ; ministre des Communications, puis des Affaires culturelles (1990-1994) ; députée libérale fédérale depuis 2002 ; ministre fédérale du Patrimoine depuis 2004.
- Ernest Cormier** (1885-1980) : ingénieur et architecte ; maître de l'Art Déco ; prix de Rome 1914 ; on lui doit, entre autres, le bâtiment central de l'Université de Montréal, l'édifice de la Cour Suprême du Canada et plusieurs édifices administratifs montréalais.
- Horatio Nelson**, vicomte (1758-1805) : vice-amiral de l'empire britannique, vainqueur de la flotte franco-espagnole napoléonienne, à Trafalgar (1805).
- Almas Mathieu** : architecte ; attaché au Service d'urbanisme de Montréal, responsable de l'administration des subventions au développement du Vieux-Montréal (1978 à 1986) ; résidant du Vieux-Montréal depuis 1982.
- Gilles Arpin** : éclairagiste concepteur de lumière de réputation internationale.
- Michèle Gauthier** : architecte de paysage, associée du Groupe Cardinal Hardy.
- Josette Michaud** : architecte chez Beaudry Michaud ; a réalisé de nombreuses études sur les immeubles patrimoniaux de Montréal et de nombreux projets de restauration.
- Coney Island** : front de mer new-yorkais dont un large périmètre est occupé par un parc d'amusement.
- Jean-Claude Poitras** : designer ; résidant du Vieux-Montréal, par intermittence, depuis 30 ans.
- Ghislain Langlois** : hôtelier dans le Vieux-Montréal depuis 1999 (Hôtel Gault).
- Marc-Aurèle Fortin** (1888-1970) : peintre québécois de première importance ; particulièrement connu pour la lumière de ses paysages.
- Paul Langlois** : administrateur de l'Entente de développement culturel, Direction du développement culturel et des bibliothèques de Montréal, depuis 1994.
- Pierre MacDuff** : directeur général du Théâtre des Deux Mondes.
- Bernard Vallée** : directeur du collectif d'animation urbaine L'autre Montréal.
- Rapport Picard** : *Rapport du comité consultatif au comité ministériel sur le développement de la région de Montréal*, novembre 1986 ; catalyseur de la relance de Montréal après la crise économique du début des années 80.
- Paul Chodeme de Maisonneuve** (1612-1676) : fondateur et premier gouverneur de Montréal.

25 ANS D'ENTENTE

Conception, recherche, entretiens et rédaction • Susie Lamarche
Conception graphique et production • BBC 4 créativité inc.
Remerciements spéciaux • Gilles Morel (SDM), Gilles Lauzon (SDM)
Direction • Colette Proulx (MCCQ), Robert Perron (SDM)

Ce cahier spécial a été réalisé par la Société de développement de Montréal (514) 872-2040

UNE HISTOIRE À SUIVRE...



NOTRE HÉRITAGE ET NOTRE AVENIR SONT, SOMME TOUTE, ASSURÉS !

La mise en valeur de nos richesses patrimoniales et culturelles, déclenchée, soutenue et réalisée pour bonne part par l'Entente et ses avatars, a eu un impact direct sur le développement économique, le tourisme, l'accès aux arts et à la culture, le sentiment d'appartenance, la réappropriation de l'histoire commune et la responsabilisation citoyenne de tous les Montréalais, quelle que soit leur origine, et, par voie de conséquence, sur la qualité de vie de la Cité tout entière. Cette prise en compte systématique du patrimoine dans le développement économique de Montréal a permis de considérer son financement non plus comme une contrainte, mais comme un investissement consenti dans le contexte d'une stratégie à long terme. Et c'est une des grandes vertus de l'Entente d'avoir su s'inscrire dans la ponctualité et dans la longévité, de façon à traverser sans encombre les zones d'achoppement et les cycles erratiques du pouvoir.

L'action concertée du gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal aura donc mis en œuvre une véritable stratégie d'intervention patrimoniale qui a stoppé la dégradation du Vieux-Montréal et, surtout, consolidé tant son attrait résidentiel que sa réputation touristique par le développement d'une excellente qualité de vie, d'un Plan lumière exceptionnel, d'un secteur hôtelier diversifié et, ce qui n'est pas négligeable, d'une offre très costaute de plaisirs gastronomiques et culturels.

Véritable succès, grâce à tous les résidents, commerçants, artistes, gens d'affaires, promoteurs, ouvriers, architectes, designers, artisans, historiens, archéologues et autres passionnés qui y ont œuvré ou collaboré, l'Entente se poursuit. Les deux partenaires négocient de nouveaux projets, de nouvelles orientations, de nouvelles convergences... et prospectent de nouveaux territoires, car on ne saurait négliger la préservation du caractère propre, de l'esprit intangible, du « patrimoine familial » d'un certain nombre de quartiers montréalais.

Quoi qu'il en soit, pour peu qu'on sache maintenir cette qualité « à la Montréalaise » et l'augmenter en y accueillant les expressions les plus vivantes de notre foisonnement culturel et interculturel, notre ville, notre héritage et notre avenir sont, somme toute, assurés !

Le grand défi, désormais, c'est le reste de Montréal! La démarche est très bien engagée, par quartier plutôt que par maison. Remontons la rue de Bleury qui est triste comme tout ou la rue Saint-Laurent qui commence à bouger avec le projet de Quartier des spectacles... Il faut se donner la chance et les moyens d'y faire le même genre d'amélioration que dans le Vieux-Montréal.

Phyllis Lambert ¹²